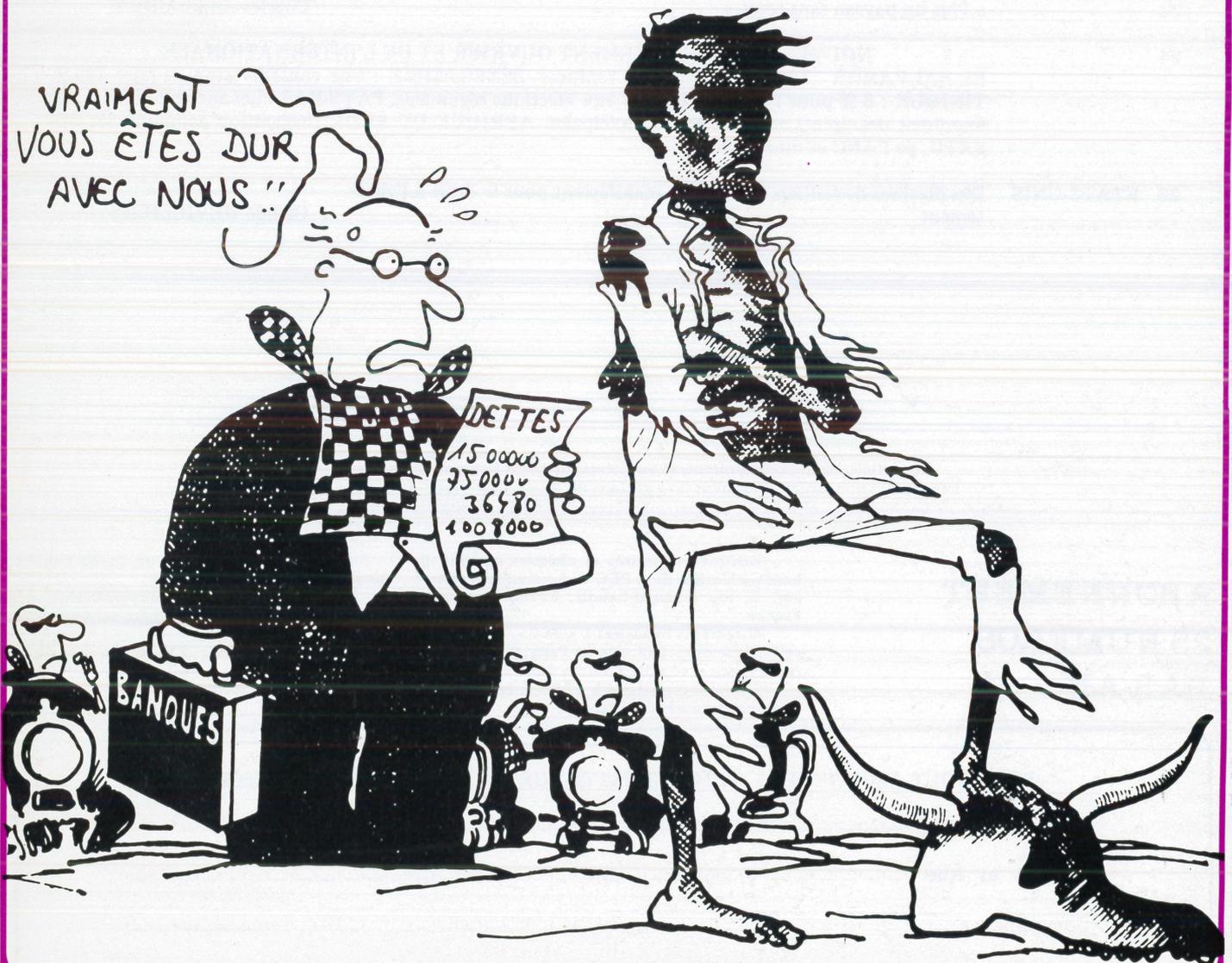


# INPRECOR

Numéro 217 du 14 avril 1986 - 12FF - 85FB - 4FS

## ECONOMIE

### La dynamique infernale de l'endettement



## NICARAGUA

Réforme agraire et contradictions de  
la situation économique

## Sommaire du numéro 217 du 14 avril 1986

- 3 PHILIPPINES Le gouvernement Aquino face aux problèmes sociaux et économiques Paul PETITJEAN
- 9 COLOMBIE Le nouveau cours du régime de Belisario Betancur Dario CALDAS
- 12 ÉCONOMIE La dynamique infernale de la spirale de l'endettement Ernest MANDEL
- 19 NICARAGUA Acquis et contradictions de la situation économique Jean-Pierre RIEL
- 22 — « Plus un paysan sans terre » Charles-André UDRY
- 24 NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE  
EL SALVADOR : L'unité syndicale se renforce. SENEGAMBIE : Une confédération en crise. MARTINIQUE : 8 % pour l'extrême gauche aux élections régionales. PAYS-BAS : Les sociaux-démocrates marquent des points aux élections municipales. AFRIQUE DU SUD : Déclaration commune du COSATU, de l'ANC et du SACTU.
- 28 ETATS-UNIS Des dizaines de milliers de femmes manifestent pour le droit à l'avortement Claude DEVILLIERS

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.  
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

### ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

*Inprecor*, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

#### POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

# Le gouvernement Aquino face aux problèmes sociaux et économiques

## La présidente essaie de renforcer son pouvoir

**C**ORAZON Aquino, nouvelle présidente des Philippines, a proclamé son gouvernement « révolutionnaire » et a dissout les institutions héritées de la période de loi martiale décrétée en septembre 1972 et formellement levée en 1981. Les réformes politiques s'accélérent, mais le programme économique du nouveau régime reste très vague. C'est pourtant largement sur ce terrain que son avenir va se jouer : sa capacité à réunifier les élites philippines et à sortir le pays de la crise dans laquelle le président Marcos (et les bons conseils de la Banque mondiale) l'a plongé, à stabiliser ses relations avec l'impérialisme américain, ainsi qu'à répondre aux besoins les plus urgents d'une population laborieuse dont le niveau de vie a dramatiquement chuté en deux décennies.

Le 25 mars, Corazon Aquino a aboli l'ancienne Assemblée nationale (Batasang Pambansa) et la Constitution Marcos de 1973. Une Constitution provisoire a été adoptée, qui donne à la présidence des pouvoirs très étendus, dont celui de gouver-

ner par décret. Un comité chargé de préparer la prochaine Constitution va être mis sur pied. D'ici un an, le texte ainsi préparé devra être soumis à plébiscite et une nouvelle Assemblée nationale devra être élue. Il s'agit, aux dires de Corazon Aquino, d'« extraire le cancer de notre système politique » (1), en se donnant les moyens de liquider l'héritage politico-institutionnel de la dictature.

Cette décision radicale était attendue. Mais elle a profondément divisé les milieux gouvernementaux. Selon le ministre Aquilino Pimentel, lui-même peu enthousiasmé par la décision présidentielle, la moitié des membres du cabinet avait soulevé des objections. La Constitution provisoire donne en effet des pouvoirs discrétionnaires à Corazon Aquino. Au moment où la concurrence fait rage entre partis et groupements qui composent l'actuelle majorité, le poids de la présidence s'est une nouvelle fois affirmé. ■

Paul PETITJEAN

Le démantèlement des institutions de l'ancien régime se poursuit sur plusieurs terrains. Marcos avait constitué un réseau d'information aux ordres, muselant la presse libre. Le nouveau régime a commencé à s'attaquer à cet empire médiatique. Le *Times Journal* (appartenant à Benjamin Romualdez, frère d'Imelda Marcos) et le *Daily Express* (appartenant au « tsar » du sucre, Roberto Benedicto) ont été saisis. Le gouvernement a pris le contrôle de trois chaînes de télévision qui appartenaient à Imée Marcos, fille de l'ancien dictateur. Ces chaînes de télévision doivent être ultérieurement mises en vente. La presse d'avant la loi martiale réapparaît, le nouveau ministre de l'Information, Teodoro Locsin Jr., ayant lui-même été le rédacteur en chef de *Philippine Free Press*.

### PREMIERES RÉFORMES ET ÉPURATION DIFFICILE

Des droits démocratiques ont été rétablis, dont celui d'habeas corpus (2). Les Philippines ont ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de l'ONU, déjà signé voilà 20 ans mais que Marcos s'était refusé à ratifier pour cause de loi martiale. Les énormes pouvoirs répressifs de la présidence Marcos ont été abolis. Avec la décision radicale du 25 mars décrétant l'établissement d'un gouvernement « révolutionnaire » libre des lois et des structures héritées du régime Marcos, Corazon Aquino n'a pas seulement dissout l'Assemblée nationale, elle s'est aussi donnée le pouvoir d'ordonner la démission de plus de 1 500 maires liés à l'ancien régime.

Une épreuve de force est maintenant engagée pour le contrôle des provinces. La campagne électorale de Cory et Doy Laurel avait mobilisé des foules considérables en province, témoignant de l'appui populaire national aux challengers de Marcos. Mais la « révolution » qui a chassé l'ancien dictateur le 26 février dernier a été une affaire « manillène ». Ce n'est que dans la capitale Manille-Quezon City que, par centaines de milliers, les gens sont descendus dans la rue et ont fait l'expérience du « pouvoir populaire ». Les événements se sont passés trop rapidement (quatre jours) pour pouvoir s'étendre. En conséquence, même dans des provinces du centre de l'île de Luzon, comme Tarlac, qui sont assez proches de la capitale, le pouvoir des forces armées et des notables locaux n'a pas été directement mis en cause par la mobilisation des masses (3).

L'opposition de droite au nouveau régime se mobilise. Marcos, de son exil hawaïen, est resté en contact étroit avec ses loyalistes dans la capitale et dans sa province natale de Ilocos Norte, dans le Nord-Luzon. Le Mouvement pour la nouvelle société (KBL), parti du dictateur déchu, et Blas Ople, ancien ministre du Travail de Marcos, qui vient de constituer un nouveau parti d'opposition, le Parti nationaliste des Philippines (PNP), dénoncent le régime d'exception au nom ... de la légalité et de la démocratie. Blas Ople n'a pas hésité à déclarer que Cory « s'est attribuée des pouvoirs dictatoriaux » (4). Plus de mille maires touchés par l'ordre présidentiel de démission ont affirmé leur volonté de résister. Mais c'est dans des provinces, où des notables règnent grâce à de véritables armées privées, que la confrontation risque d'être la plus profonde, comme à Lanao del Sur (île de

Mindanao), où Ali Dimaporo contrôle au moins 500 hommes en armes, et à Negros, l'île du sucre, où se trouve Armando Gustilo, maire de Negros del Norte.

### L'ENJEU ÉCONOMIQUE

Le démantèlement des structures politiques héritées du régime Marcos a son pendant économique. Sous la loi martiale et grâce à l'appui de l'Etat, des monopoles s'étaient constitués dans des secteurs clef et une bourgeoisie parasite du pouvoir s'était renforcé. Ce système était appelé « crony-capitalism » (le capitalisme des copains de la famille présidentielle) ou « capitalisme bureaucratique ». En vingt ans de pouvoir, et tout en ouvrant largement le pays aux capitaux étrangers, le régime Marcos a constitué plus de 300 entreprises d'Etat. Les principaux monopoles financiers et commerciaux concernent le sucre (Roberto Benedicto) et le secteur de la noix de coco (avec Eduardo Cojuangco, cousin de l'actuelle présidente, en fuite). Quant à la famille présidentielle Marcos-Romualdez, elle offre jusqu'à la caricature l'image d'une bourgeoisie corrompue, népotique et prévaricatrice.

Le nouveau régime a saisi ou gelé les possessions de Marcos aux Philippines et

1. Cité dans le *International Herald Tribune* du 26 mars 1986.

2. Habeas corpus : nom d'un des textes les plus célèbres dans l'histoire des droits démocratiques, adopté par le Parlement anglais en 1679. Ce droit signifie que, sur une demande qui lui est faite, un juge doit faire comparaître un détenu devant un tribunal, qui statuera alors sur la validité de l'arrestation.

3. Voir par exemple le reportage de Patrick Sabatier dans le quotidien français *Libération* du 4 mars 1986.

4. *International Herald Tribune*, op. cit.

tente d'obtenir cela en ce qui concerne les avoirs mis en sécurité à l'étranger, notamment aux Etats-Unis et en Suisse. Il liquide les privilèges et les protections de la « bourgeoisie bureaucratique ». Il s'attaque aux monopoles dans le sucre et la noix de coco. Ce faisant, il va se heurter à des résistances vivaces et à quelques problèmes délicats : la fortune de Juan Ponce Enrile, ministre de la Défense d'hier et d'aujourd'hui, s'est en effet faite sous la loi martiale, dans la noix de coco, en collaboration étroite avec Eduardo Cojuangco.

C'est pourtant en ce domaine que la politique économique du gouvernement Aquino est la plus claire. Le démantèlement de l'appareil parasitaire issu de la dictature répond en effet à la fois aux exigences du Fonds monétaire international (FMI), au programme de la bourgeoisie d'affaires moderniste, et aux intérêts des planteurs dans le sucre et la noix de coco, longtemps soumis aux monopoles financiers et commerciaux comme à la concurrence des proches de Marcos. Le régime espère rétablir ainsi la confiance et l'initiative des milieux d'affaires internationaux et de la bourgeoisie philippine.

Pour ce faire, Corazon Aquino a nommé des professionnels aux postes économiques clef du gouvernement. Jaime Ongpin, ministre des Finances et proche de l'Eglise, dirigeant d'un des principaux groupes miniers, est très représentatif du Makati Business Club, qui servait en quelque sorte de Parlement, sous Marcos, à la bourgeoisie d'opposition. Il en va de même de José Concepcion, ministre du Commerce et de l'Industrie, chef d'un clan d'affaires aux intérêts implantés dans

l'agriculture, l'alimentation et l'industrie légère, et qui dirige aussi la plus importante association de catholiques laïcs du pays. José Antonio Gonzales, ministre du Tourisme, contrôle un groupe industriel et commercial. Quant au ministre de l'Agriculture, membre du Parti démocratique philippin-Combat (PDP-Laban), Ramon Mitra, c'est un gros éleveur de bétail de l'île de Palawan.

Cela dit, la volonté de relance et de réformes économiques du pouvoir va se heurter à une conjoncture difficile et à trois problèmes fondamentaux. La conjoncture est difficile à cause du marasme laissé derrière lui par Ferdinand Marcos, qui a littéralement pillé les deniers publics, augmentant considérablement ses avoirs à l'étranger sur la fin de son régime, faisant tourner sans restriction la planche à billets pour alimenter son trésor électoral. Une somme d'environ 12,5 milliards de pesos a été émise à cette fin pour la campagne présidentielle de février dernier (en juillet 1985, le peso philippin valait 0,50 FF). Depuis la fin 1983, les fermetures d'entreprise se sont multipliées et le chômage a brutalement augmenté. Le cours des matières premières sur le marché mondial est généralement très bas. En deux ans, 1984-1985, le produit national brut du pays s'est contracté de près de 10 %, et il va probablement se contracter encore en 1986. La crise socio-économique aux Philippines est sans équivalent chez ses partenaires de l'Association des nations du sud-est asiatique (ASEAN).

Le premier problème de fond, c'est une très grande dépendance à l'égard du

marché mondial et de l'impérialisme. L'importance du « crony-capitalism » (parfois protégé par des barrières douanières que le FMI veut voir démantelées) ne doit pas faire illusion : le régime Marcos n'a pas mis en œuvre une politique d'industrialisation nationale, et la dépendance du pays — toujours forte du fait de son passé colonial — s'est accrue durant les deux dernières décennies. Le poids direct des capitaux étrangers et le contrôle qu'ils exercent sur les exportations commerciales (les fruits à Mindanao, par exemple) a augmenté. Le développement économique a été orienté — sur les « conseils » pressants de la Banque mondiale — vers l'exportation, perpétuant la dépendance à l'égard des marchés internationaux. Et ce d'autant plus que les principales exportations du pays restent très concentrées : le sucre, la noix de coco, le cuivre, les produits forestiers, le tourisme (dont le tourisme-prostitution), la main-d'œuvre, les semi-conducteurs, l'habillement.

La plupart de ces secteurs doivent aujourd'hui faire face à une crise sévère. C'est tout particulièrement vrai pour le sucre, dans lequel la famille Aquino-Cojuangco a d'importants intérêts : la production de la canne à sucre est soumise à une concurrence très forte des plantations hyper-mécanisées d'autres pays, des betteraviers européens soigneusement protégés par leurs gouvernements, des édulcorants artificiels. Fin 1985, la livre de sucre valait 25 cents US sur le marché mondial, alors que le coût de production philippin était de 14 cents ! Sur les 400 000 hectares de terres sucrières de l'archipel, 170 000 étaient en conséquen-

Corazon Aquino en février 1986, présidente élue mais pas encore installée. (DR)



## Les syndicats aux Philippines

Les structures d'ensemble du mouvement syndical philippin peuvent se modifier profondément à la suite de la chute du régime Marcos. Les principaux regroupements sont les suivants :

— Le Mouvement du Premier mai (*Kilusang Mayo Uno*, KMU). Créé en 1980, c'est le principal centre syndical « de lutte de classe », militant et indépendant du régime. Comptant 50 000 adhérents à sa création, il en annonce 500 000 en 1985. Il regroupe des fédérations, des unions régionales, des syndicats indépendants. Il n'est membre d'aucune confédération mondiale mais a été reconnu par un certain nombre de confédérations nationales (ICTU d'Irlande, NZFL de Nouvelle-Zélande, ACTU d'Australie, CGIL d'Italie). Secrétaire général : Rolando Olalia, successeur de son père, Felixberto. Le KMU est présent dans le secteur industriel, minier et dans les plantations (1).

— Le TUPAS a été créé en 1972 par Bonifacio Tupaz. Il annonce en 1985 120 000 adhérents. Il est membre de la Fédération syndicale mondiale (FSM), dont le siège est à Prague et dont sont membres tant les syndicats des pays de l'Est, que d'autres comme la CGT française.

— La Fédération des travailleurs libres (FFW). Créée en 1950 par des Jésuites américains dans le contexte de la guerre froide. Après avoir soutenu le régime Marcos, elle s'en est distancée dans les années 1980. Membre de la Confédération mondiale du Travail (CMT, chrétienne) et soutenue par la Fondation Konrad Adenauer (ouest-allemande).

— La Confédération des syndicats philippins (TUCP). Organisée en 1975 par le régime Marcos sous la loi martiale. Elle annonce en 1985 1 200 000 membres. Elle est dirigée par Democrito Mendoza et membre de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) comme FO en France et l'AFL-CIO aux Etats-Unis. Très compromise par sa collaboration avec le pouvoir durant une décennie.

— Des « alliances syndicales » ont vu le jour, avec la radicalisation des luttes sociales aux Philippines : le PMP (*Pagkakaisa ng Manggagawang Pilipino* — Unité des travailleurs philippins) en 1981 qui comprend le KMU, le TUPAS et des syndicats indépendants. Cette alliance est dissoute par le pouvoir en 1982, ses dirigeants sont arrêtés. En 1984, la PKMP (*Pambansang Koalisyon ng mga Manggagawa Laban sa Kahirapan* — Coalition nationale des Travailleurs contre la pauvreté) voit le jour. Elle regroupe les mêmes organisations que le PMP et élargit son audience aux fédérations dissidentes de la FFW et du TUCP. ■

1. Voir l'interview de Rolando Olalia publiée dans *Inprecor* numéro 186 du 17 décembre 1984.

ce retirés de la production. Or, des centaines de milliers de travailleurs dépendent de ce secteur : déjà 250 000 d'entre eux se trouvaient sans travail, frappés par la disette (5).

Après une brève hausse en 1983, les revenus d'exportation des produits de la noix de coco sont retombés, en 1985, à 50 % de leur niveau de l'année précédente, alors qu'un tiers de la population de l'archipel dépend de ce secteur économique. Les exportations de produits manufacturés sont limités par la politique des quotas imposés par les pays occidentaux, par exemple dans l'habillement, ainsi que par la concurrence d'autres pays dominés et par les progrès technologiques réalisés dans les pays impérialistes, notamment dans l'habillement et la micro-électronique.

Triste symbole de la dynamique d'une économie « extravertie », le tourisme et le tourisme-prostitution d'une part, l'exportation de main-d'œuvre d'autre part, sont devenus des domaines décisifs pour l'entrée de devises. Mais, là aussi, l'avenir est sombre.

L'exportation massive de main-d'œuvre, favorisée par le gouvernement Marcos, a considérablement appauvri le potentiel du pays. Il s'agit souvent de main-

d'œuvre qualifiée, depuis des médecins et des infirmières — qui manquent cruellement dans les campagnes et les quartiers pauvres des villes — jusqu'à des électriciens, des téléphonistes, etc. La dictature a levé son denier sur cette émigration en tentant de contrôler le rapatriement des salaires et en imposant des doubles taxes. Les fausses officines de main-d'œuvre se sont multipliées, grugeant sans vergogne de nombreux candidats au départ ou promettant des emplois corrects à des femmes qui se trouvent forcées à se prostituer une fois arrivées dans le pays d'accueil. Les conséquences sociales et familiales de cette exportation massive de travailleurs ont parfois été très graves. Mais l'obtention d'un emploi outre-mer a souvent servi de véritable soupape de sécurité pour des familles populaires frappées par le chômage et la baisse du niveau de vie. Des centaines de milliers de travailleurs ont en effet bénéficié de salaires beaucoup plus élevés, outre-mer, que ce qu'ils pouvaient espérer recevoir en restant au pays.

Aujourd'hui, le marché international de la main-d'œuvre se rétrécit, avec la crise économique et la baisse des revenus pétroliers. C'est en effet sur les chantiers du Moyen-Orient que la majorité des tra-

vailleurs philippins émigrés s'est rendue depuis une décennie. En ce qui concerne les docteurs, les infirmières, les domestiques et les prostituées, ils trouvent plus facilement emploi en Occident ou à Hong-Kong. Si la crise économique se maintient aux Philippines, la réduction des projets de développement infrastructurels dans les pays pétroliers risque d'avoir des conséquences sociales profondes dans l'archipel.

### DÉPENDANCE ET ENDETTEMENT

C'est toute une politique de développement par l'économie d'exportation qui est aujourd'hui en question. Le nouveau gouvernement le sait, qui parle de s'appuyer sur le renforcement du marché intérieur. Mais la dépendance du pays s'exprime aussi sur le plan politico-financier. Le mode de croissance adopté sous l'égide de la Banque mondiale par le régime Marcos a conduit à un endettement parmi les plus importants d'Asie : la dette extérieure est officiellement estimée à 26 milliards de dollars et officieusement à 30 milliards. A l'occasion de la négociation sur le rééchelonnement du service de la dette, le Fonds monétaire international a imposé des conditions drastiques qui lui donnent un véritable droit de regard sur les décisions gouvernementales. C'est ainsi que le journaliste José Galand a pu noter : « Le FMI a accordé une facilité de crédit de réserve de 615 millions de droits de tirage spéciaux (DTS, équivalant à 710,8 millions de dollars) dans le cadre d'un accord qui donne au FMI voix au chapitre en ce qui concerne la politique économique du pays » (6).

Le FMI fait le point trimestriel de la mise en œuvre des orientations qu'il a imposées. Ses jugements influencent le groupe des 483 banques étrangères créditrices vis-à-vis des Philippines. Il est probable qu'au vu de la situation actuelle le FMI fasse preuve de prudence. Il veut éviter d'avoir à déclarer le pays en état de banqueroute par peur des répercussions possibles. Mais, par son contrôle du crédit, il possède un très puissant moyen de pression. Et la marge de manœuvre des Philippines par rapport à cette puissante institution impérialiste s'est réduite davantage sous le régime de Marcos, qui a ainsi une nouvelle fois bradé la souveraineté du pays. Or, la politique du Fonds monétaire international, c'est la levée de toutes les protections face à la concurrence du capital impérialiste ; des mesures d'austérité drastiques dont les masses populaires doivent faire les frais ; un rétrécissement et non un élargissement du marché intérieur ; un

5. Chiffres cités par Walden Bello, « Philippine economic crisis : Waiting for the receiver », *Inside Asia*, novembre-décembre 1985. Sur la crise du secteur sucrier, voir notamment Philippe Pons, « Le sucre amer de Négros », *Le Monde* du 25 mars 1986 et Paul Petitjean, « Crise de l'agriculture et formes de radicalisation de la paysannerie », *Inprecor* numéro 169 du 19 mars 1984.

6. José Galand, *Far Eastern Economic Review* du 13 mars 1986.

## Les partis politiques aux Philippines

Deux grands partis bourgeois se succédaient au pouvoir, dans les Philippines d'avant la loi martiale : le Parti libéral et le Parti nationaliste. Après être passé du premier au second en 1965, pour assurer son élection à la présidence, Ferdinand Marcos a détruit l'ancien système bipolaire en imposant, sous la loi martiale, son propre mouvement : le Mouvement pour la nouvelle société (KBL). Les principaux partis légaux sont aujourd'hui :

— L'Organisation unie démocratique et nationaliste (UNIDO). Constituée en août 1980, l'UNIDO est un regroupement d'une douzaine de groupes politiques, généralement conservateurs, dont les restes du Parti nationaliste et du Parti libéral. Sont membres de l'UNIDO : Salvador Laurel (Vice-président, premier ministre, ministre des Affaires étrangères), Rogaciano Mercado (ministre des Travaux publics), Alberto Romulo (ministre du Budget), Ernesto Maceda (ministre des Ressources naturelles). Il reste à voir si l'UNIDO, une coalition, se constituera en un véritable parti.

— Le Parti nationaliste. C'est sous sa bannière que Marcos a été élu président en 1965. Dirigé par les frères José et Salvador Laurel, ce dernier a rompu en 1979 avec Marcos pour devenir l'année suivante le représentant de l'UNIDO.

— Le Parti libéral. Benigno Aquino en fut le secrétaire général et Gerardo Roxas le président. Sous la loi martiale, ce parti s'est divisé en deux avec une aile progressiste représentée par l'ancien président Diosdado Macapagal et Jovito Salonga (aujourd'hui à la tête de la commission présidentielle pour un gouvernement propre). L'aile droite est identifiée à Eva Estrada Kalaw, ancienne sénateur qui se présenta aux élections parlementaires de 1984 sous le drapeau de l'UNIDO, malgré les consignes de boycott du président du PL, Salonga, alors en exil aux Etats-Unis.

— Le Parti démocratique philippin-Combat (PDP-Laban). Ce parti provient de la fusion de deux organisations d'opposition à Marcos : le Laban, constitué en 1978 par Benigno Aquino, mari défunt de l'actuelle présidente des Philippines, arrêté en 1972 par Marcos, toujours en détention en 1978, libéré en 1980, assassiné en 1983 ; et le Parti démocratique philippin, fondé en février 1982, fortement influencé par le courant dit social-démocrate, d'origine chrétienne (1). Sont membres du PDP-LABAN : Aquilino Pimentel de la province de Cagayan de Oro (actuel ministre de l'Administration locale), Ramon Mitra, rancher de Palawan, (ministre de l'Agriculture et de l'alimentation).

— Des mouvements régionaux : l'Alliance de Mindanao, dirigée par Homobono Adaza, province de Misamis oriental ; le Parti des citoyens concernés (CCP) de César Climaco, maire de Zamboanga (Mindanao), assassiné en novembre 1984 et *Panag-hiusa* (Unité) à Cebu.

— le KBL, créé par Marcos, est aujourd'hui en pleine crise. Juan Ponce Enrile (ministre de la Défense) en était membre. Actuellement dirigé par José Rono et César Virata (ancien Premier ministre sous le régime de Marcos).

— Le Parti nationaliste des Philippines (PNP). Créé le 15 mars 1986 par Blas Ople (ancien ministre du Travail de Marcos et dirigeant du KBL), reprenant le nom de l'ancien Parti nationaliste des frères Laurel.

Nous ne mentionnons pas ici les partis et mouvements extra-parlementaires.

1. Sur le courant social-démocrate, voir l'article de Paul Petitjean « Après la chute de Marcos », paru dans *Inprecor* numéro 215 du 17 mars 1986.

affaiblissement et non un renforcement de l'autonomie du capital national.

La dépendance du pays est devenue un formidable obstacle dressé sur la voie de réformes socio-économiques. Mais toute politique de réforme radicale se heurte aussi, en particulier dans le domaine agricole, à deux autres problèmes de fond : le poids des couches sociales traditionnellement dominantes et la dynamique propre du marché capitaliste.

### LA QUESTION AGRAIRE

Le nouveau gouvernement sait, comme ses prédécesseurs, que 70 % de la population vit de l'agriculture et qu'il lui faut asseoir son autorité dans les campagnes, là où l'insurrection communiste est la plus enracinée. Corazon Aquino et ses conseillers sont probablement conscients

de l'importance d'une politique de réforme agricole et de soutien à la paysannerie. Mais toute l'histoire contemporaine des Philippines montre qu'il y a loin entre la proclamation d'une réforme agricole et le bouleversement effectif des structures agraires au bénéfice des couches laborieuses de la population rurale.

Dans les années 1950 déjà, pour répondre à l'insurrection paysanne des Hukbalahap dans l'île de Luzon, Ramon Magsaysay s'était fait élire président sur un programme populiste de réforme agricole. En décembre 1952, une commission d'enquête américaine avait d'ailleurs fait scandale chez les notables philippins. Le rapport Harding produit par cette commission ne préconisait-il pas en effet rien moins que la liquidation du fermage-métayage par la distribution des terres ? En 1963, c'était au tour du président Dios-

gado Macapagal de présenter une loi de réforme agricole. Quant au président Marcos lui-même, il a été le promoteur officiel de la « révolution verte » : la loi sur la réforme agricole de 1972, le programme de crédit rural Masagana 99 de 1973, la recherche de semences à haut rendement (l'Institut de recherches rizicoles, IRI, est installé aux Philippines) et ultérieurement le mouvement coopératif *Samahang Nayon*.

En trente ans, l'agriculture philippine a beaucoup évolué. Le plan de Magsaysay a contribué au succès de la politique américaine de contre-insurrection, grâce aux espoirs soulevés chez les paysans concernés. L'économie de marché s'est largement répandue dans le pays. L'agro-business a gagné de nouvelles régions et pris des formes plus modernes. Les méthodes agricoles se sont modifiées avec l'introduction des semences à haut rendement, la mécanisation, les engrais et les pesticides industriels. Mais aucune réforme gouvernementale n'a mis un terme à la situation d'exploitation, d'oppression, de pauvreté et de dépendance vécue par la paysannerie laborieuse ainsi que par les ouvriers agricoles. Au contraire, un contraste dramatique s'est imposé entre, d'une part, la richesse de la production agricole du pays et, d'autre part, la misère croissante de ceux qui produisent ces richesses.

Il y a à cela deux causes profondes. Le pouvoir politique et économique des classes possédantes traditionnelles (le propriétaire foncier, tout à la fois commerçant et usurier, le gros planteur) et modernes (l'entrepreneur, l'agent de la multinationale) sur le petit paysan, le tenancier et l'ouvrier agricole, n'a jamais été brisé. C'était bien souvent ceux qui n'avaient pas intérêt à l'application des clauses radicales des lois de réforme agricole qui étaient officiellement chargés de leur mise en œuvre (le maire-propriétaire foncier, par exemple). Et le marché capitaliste, omniprésent, ne fonctionne pas en faveur du petit producteur. L'agriculture moderne implique des investissements importants, le coût des engrais et des pesticides augmente plus vite que les bénéfices de la récolte, le contrôle du marché échappe au paysan. Les structures sociales traditionnelles et l'expansion du marché capitaliste se combinent pour maintenir — par la dette notamment — la dépendance des couches populaires.

Pour briser la puissance conservatrice des élites rurales et la logique du marché capitaliste, des lois et des programmes venus d'en haut n'ont jamais suffi, aux Philippines. Nombreux sont ceux qui le savent aujourd'hui d'expérience, dans les provinces, et l'on comprend le scepticisme affiché en ce domaine par des paysans et des ouvriers agricoles (7). Une véritable réforme agricole ne se décrète pas, elle se gagne par une lutte populaire. Pour qu'elle ne s'enlise pas dans le marais des structures sociales traditionnelles et qu'elle ne soit pas détournée au profit de l'agro-bu-

7. Voir par exemple Daniel Southerland, « Farmers Are Skeptical of Aquino », *International Herald Tribune* du 18 mars 1986.

siness, elle doit être menée par des méthodes révolutionnaires.

C'est évidemment sur ce point que la faiblesse de la « révolution » du 22-26 février 1986 est la plus criante. Les provinces n'ont pas eu le temps de bouger. Même à Manille, où la population a pu vivre l'expérience du « pouvoir populaire », c'est-à-dire la force que représentent des centaines de milliers de manifestants, ce pouvoir n'était pas structuré par des organes propres, par des comités de masse. Or, ce qui est vrai pour les campagnes l'est aussi pour les centres urbains, où la misère atteint des niveaux insupportables, comme en témoigne le développement de la prostitution infantile (8) : sans lutte populaire indépendante et radicale, les transformations promises par le nouveau gouvernement ne deviendront jamais réalité.

L'action des forces révolutionnaires (9) et du mouvement de masse organisé sera décisive pour déterminer les bénéfices que les couches populaires retireront du renversement du régime Marcos. Le rôle des associations de quartier, des syndicats (10) et des mouvements paysans (11) ne saurait être sous-estimé. Dans une déclaration centrale, le Mouvement du 1er mai (KMU) (voir encadré sur les syndicats philippins) « reconnaît le gouvernement Aquino comme le produit de la volonté souveraine du peuple philippin et soutient les réformes démocratiques ». Mais il avance 16 revendications propres aux couches populaires et 5 autres d'ordre plus général, soulignant que « le combat pour améliorer les droits économiques et politiques des travailleurs philippins appauvris et réprimés reste une tâche urgente pour nous » (12). D'ailleurs, il faut signaler qu'au 21 mars, il y avait 38 grèves recensées dans le pays, essentiellement sur des revendications salariales ou exigeant le départ de partisans de Marcos restés en place. Le 21 mars a vu le début d'une grève des 22 000 employés philippins des bases américaines.

### UN COMBAT ANTI-IMPÉRIALISTE

Combat populaire et révolutionnaire, la lutte pour transformer la société est aussi un combat anti-impérialiste pour

*Des Philippins fêtent la victoire dans le palais présidentiel libéré. (DR)*



### LES ARTICLES D'INPRECOR SUR LES PHILIPPINES DEPUIS TROIS ANS

- « La crise de la dictature meurtrière du clan Marcos », Paul Petitjean, numéro 157 du 26 septembre 1983.
- « La lutte de l'opposition ouvrière et populaire contre la dictature », Paul Petitjean, numéro 158 du 10 octobre 1983.
- « Solidarité avec les luttes populaires, à bas la dictature du clan Marcos », déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale, numéro 158 du 10 octobre 1983.
- « Crise de l'agriculture et formes de radicalisation de la paysannerie », Paul Petitjean, numéro 169 du 19 mars 1984.
- « La division de l'opposition lors des élections truquées en mai dernier », Paul Petitjean, numéro 178 du 23 juillet 1984.
- « La crise du régime s'approfondit », Paul Petitjean, numéro 186 du 17 décembre 1984.
- « Le président du PC clandestin parle », Deb Shnookal, numéro 186 du 17 décembre 1984.
- « Interview d'un dirigeant du mouvement syndical indépendant », propos recueillis par Deb Shnookal, numéro 186 du 17 décembre 1984.
- « La répression dans les campagnes », Deb Shnookal, numéro 186 du 17 décembre 1984.
- « La parole aux prisonniers politiques », interview de Satur Ocampo, propos recueillis par Deb Shnookal, numéro 200 du 6 juillet 1985.
- « Dans les prisons de la dictature », Deb Shnookal, numéro 200 du 6 juillet 1985.
- « Visite au camp de détention de Nakar », Deb Shnookal, numéro 200 du 6 juillet 1985.
- « Les bases américaines, un enjeu stratégique », entretien avec un représentant du mouvement de la paix philippin, propos recueillis par Paul Petitjean, numéro 205 du 21 octobre 1985.
- « La fraude électorale ne freinera pas la crise de la dictature », Paul Petitjean, numéro 212 du 3 février 1986.
- « L'agonie de la dictature Marcos », Paul Petitjean, numéro 214 du 3 mars 1986.
- « Après la chute de Marcos, une nouvelle situation politique », Paul Petitjean, numéro 215 du 17 mars 1986.
- « Solidarité avec le peuple philippin », déclaration du Comité exécutif international (CEI) de la IVe Internationale, numéro 215 du 17 mars 1986. ■

briser la dépendance dans laquelle le pays est maintenu. Or, la volonté interventionniste de Washington ne fait aucun doute. Les derniers événements ont été l'occasion d'une véritable campagne de presse, aux Etats-Unis, visant à réhabiliter le principe même de l'intervention active de l'impérialisme américain — au nom de la démocratie bien entendu — dans les pays du tiers-monde.

Cette campagne d'opinion a parfois pris des accents extraordinairement passésistes et mystiques, comme chez David J. Steinberg, président de Long Island University :

*« Les objectifs américains aux Philippines n'ont pas changé depuis le début du siècle, quand les Etats-Unis ont pris possession des îles sur lesquelles ils voulaient établir et préserver une société stable et pro-américaine. Ils cherchaient aussi à renforcer leur position géopolitique et leur puissance militaire (...) tout en encourageant les Philippines à développer et à préserver leur démocratie. (...) Bien qu'elle puisse paraître concédant aujourd'hui, la phrase de William Howard Taft — "nos petits frères bruns de peau" — a été intériorisée par beaucoup de Philippines, qui ressentent une espèce de parenté fictive (avec les Etats-Unis, ndlr.). (...) Rudyard Kipling conjurait les Américains d'assumer le "fardeau de l'homme blanc" »*

8. Selon un rapport officiel, il y avait en 1985 au moins 20 000 prostituées mineures (de 7 à 16 ans) pour la seule ville de Manille. La prostitution infantile était notable dans une douzaine de régions (dont les abords des grandes bases militaires américaines). Voir Roland-Pierre Paringaux, *Le Monde* du 18 mai 1985. Se reporter aussi à son article du *Monde diplomatique* de janvier 1986 : « Un autre combat pour la survie aux Philippines. Au cœur de la misère urbaine ».

9. Nous reviendrons dans un prochain article sur l'évolution de la gauche philippine.

10. Sur les syndicats, voir encadré et *Philippines Information* numéro 35 (novembre 1985) et 37 (décembre 1985).

11. Sur la naissance du Mouvement paysan des Philippines (KMP), voir *Philippines Information* numéro 39 de février 1986.

12. Kilusang Mayo Uno Central Statement, trois feuillets dactylographiés, mars 1986.



Manifestation des partisans de la coalition nationaliste radicale Bayan. (DR)

aux Philippines. (...) Qu'il s'agisse de ce que l'historien Richard Hofstadter appelait "la voix de Dieu" entonnant le destin manifeste qui nous a poussés, ou simplement du "larynx charnel de Théodore Roosevelt", les Etats-Unis ont imposé leur puissance de manière impériale sur une société profondément catholique. (...)

« Depuis longtemps, les gens ont débattu de questions compliquées pour savoir quand, si jamais, il était opportun d'intervenir dans les affaires d'autres gens. Les événements aux Philippines soulèvent à nouveau cette question. (...) Quelles que soient maintenant les actions qu'entreprennent ou n'entreprennent pas les Etats-Unis, ils ne peuvent pas s'empêcher d'influencer les événements aux Philippines. (...) Les Etats-Unis doivent accepter ces réalités et ne pas être gênés de se servir de leur force économique, de leur influence politique et de leur autorité morale. (...) Les Etats-Unis sont toujours une démocratie qui fait du prosélytisme. Ils croient toujours qu'ils sont la cité sur la colline, une nouvelle Jérusalem, "le dernier meilleur espoir de l'humanité". Encore plus significatif est le fait que beaucoup de Philippins le croient aussi. (...) Il apparaît clairement que les Etats-Unis ont à nouveau l'obligation de prêter une échelle à leurs enfants. » (13)

Cette prose, presque incroyable, en dit long sur le climat idéologique que les interventionnistes tentent de constituer — au nom de la démocratie, évidemment. La portée internationale de cette offensive visant à légitimer l'intervention américaine apparaît clairement dans un article rédigé par Charles Krauthammer pour le *Washington Post Writers Group* : « Remarquez combien peu de gens, Américains ou Philippins, semblent être gênés par toute cette "ingérence dans les affaires internes d'autres pays". Et avec raison. Quand il s'agit de pays amis gouvernés par des dictateurs, la politique des

Etats-Unis doit être de s'ingérer en faveur d'une "troisième force", d'une alternative démocratique à un despote pro-américain d'un côté, à des insurgés communistes de l'autre ». Ce qui est vrai pour les Philippines doit l'être aussi pour le Chili et pour... le Nicaragua, à l'encontre des « semi-interventionnistes » qui soutiennent l'action américaine aux Philippines mais la dénoncent au Nicaragua (et vice-versa) : « Pourquoi ne pas dire toute la vérité et admettre le principe suivant : que par nécessité à la fois stratégique et morale les Etats-Unis doivent intervenir et interviendront dans le monde pour promouvoir la démocratie partout où ils le peuvent et quand ils le peuvent, sans coût ou risque insupportable. Ils ont commencé à faire face à leurs responsabilités aux Philippines. D'autres démocrates à travers le monde ont le droit de demander : pourquoi pas ici, aussi ? » (14)

Tout est fallacieux dans ce raisonnement de « bon sens ». Ce n'est pas Washington qui a libéré l'archipel du dictateur Marcos, mais le peuple philippin qui, par ses mobilisations massives, a bouleversé les plans américains de « réforme dans la continuité » (15). Le problème n'est pas de voir les Etats-Unis — une grande puissance impérialiste — intervenir au nom de la démocratie. Il est celui du simple arrêt de l'intervention. Si Washington n'était pas intervenu dans le pays, cela fait longtemps que la dictature Marcos aurait été abattue ! Il n'y a pas de commune mesure entre le Chili de Pinochet et le Nicaragua de la révolution sandiniste ! Dans ce dernier pays, au régime populaire, les mécanismes de la dépendance ont été brisés avec le renversement de Somoza. Le problème, c'est la politique d'étrangement de la révolution (et donc des libertés démocratiques gagnées par le peuple au cours de cette révolution) poursuivie par Washington à grand renfort d'intervention.

L'histoire tend à se répéter. Déjà,

à la fin du siècle dernier, le peuple philippin s'était libéré du joug tricentenaire de la domination espagnole. C'était, en fait, le premier peuple de la région à renverser par l'insurrection un pouvoir colonial. Après avoir acheté aux Espagnols ce que ces derniers ne possédaient plus, les Etats-Unis ont imposé leur propre domination sur l'archipel au prix d'une guerre sanglante et grâce au ralliement d'une grande partie des élites locales. Ce qui ne les a pas empêchés de se présenter ultérieurement comme une force de démocratie venue libérer leurs « petits frères bruns de peau ».

Le verbe démocratique des Etats-Unis de Reagan ne doit pas faire illusion. La politique américaine est une politique de force. Au nom de la « doctrine Reagan » du combat anticommuniste, « l'administration s'est tournée vers une Central Intelligence Agency (CIA) revigorée et largement étendue sous la direction active de William J. Casey ». Des éléments « modérés » de la CIA, comme le directeur adjoint John N. MacMahon, sont écartés. Le budget annuel de l'agence « dépasse largement les 500 millions de dollars, ce qui représente beaucoup plus de fonds qu'à n'importe quel moment depuis la guerre du Vietnam » (16). Aux Philippines comme ailleurs, l'impérialisme américain défendra ses propres intérêts, jamais ceux du peuple philippin. ■

Paul PETITJEAN,  
2 avril 1986.

13. *International Herald Tribune* du 4 février 1986.

14. *International Herald Tribune* du 7 février 1986.

15. Voir Paul Petitjean, « Après la chute de Marcos », *Inprecor* numéro 215 du 17 mars 1986.

16. Patrick E. Tyler et David B. Ottaway, « CIA Covert Role Flourishes Under "Reagan Doctrine" », *International Herald Tribune* du 10 mars 1986.

# Le nouveau cours du régime de Belisario Betancur

**E**N dépit de la demande adressée au gouvernement par le président de la Cour suprême de justice pour que l'armée cesse le feu, afin d'entamer un dialogue et de trouver une solution correcte à la prise du palais de Justice par le Mouvement du 19 avril (M-19) au début de novembre 1985, la réponse du gouvernement fut de faire donner l'assaut, causant ainsi la mort des occupants, aussi bien des otages que des guérilleros.

Ce fait marqua un virage à 180 degrés dans le style du président Belisario Betancur, qui s'était signalé dès le début de son mandat par l'ouverture d'un dialogue, puis par la signature

d'accords de cessez-le-feu avec les groupes guérilleros. Les événements vécus lors de ces journées des 6 et 7 novembre marquent donc un changement dans le comportement du régime.

A partir de cette date, « *Colombia no sera la misma* » (« la Colombie ne sera plus la même ») aux yeux des champions de la démocratie formelle qui voient dans l'action de l'armée une simple « ingérence » et un affront envers le pouvoir judiciaire (1). Ces événements démontrent que le pouvoir réel et la prise des décisions importantes pour le pays sont aux mains de l'Exécutif, renforcé par les attributions exceptionnelles du fameux état de siège (2).

Dario CALDAS

L'action militaire contre le palais de Justice, en application du principe de la terre brûlée, n'est rien moins que l'amorce d'un plan systématique d'attaques contre le mouvement syndical, démocratique et révolutionnaire. Celui-ci vise à démobiliser et à paralyser toute possibilité de protestation contre l'imposition de mesures antipopulaires exigées par le Fonds monétaire international (FMI) que le gouvernement applique à la lettre. Il s'agit de faire un exemple pour ceux d'en bas, de démontrer que le régime n'est pas disposé à faire plus de « concessions » (comme s'il en avait déjà faites).

## L'OFFENSIVE MILITARISTE DU RÉGIME

De nombreux dirigeants révolutionnaires et populaires ont été la cible des attaques du régime contre le mouvement ouvrier, comme en témoignent les exactions anti-ouvrières et populaires, qui ont été nombreuses ces derniers temps : l'assassinat en plein centre de Bogota du porte-parole du Parti communiste colombien marxiste-léniniste (PCCML) et de l'Armée populaire de libération (3), Oscar William Calvo ; le meurtre à Barranca (province de Santander) de Ricardo Lara Parada, qui fut l'un des fondateurs de l'Armée de libération nationale (ELN) (4) et avait réussi à obtenir un siège au conseil de Barranca, ceci moins de 10 jours après les événements du palais de Justice ; la militarisation des villes et des campagnes ; les projets d'attentat contre les dirigeants des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) (5) ; l'escalade terroriste contre les organisations syndicales classistes avec l'assassinat de dirigeants connus ; l'explosion d'une bombe au siège du Parti communiste à Bogota au moment même où se tenait le congrès de l'Union patriotique (UP) (6).

D'une manière plus générale l'offensive contre les guérillas dans tout le pays démontrent clairement que le gouvernement a opéré un tournant dans son orientation politique et ses relations avec les forces de la guérilla et le mouvement de masse. Il faut souligner que le nouveau comportement du régime n'est pas le résultat d'une poussée des militaires « putschistes » contre Belisario « civiliste ». C'est une réponse de la bourgeoisie et des classes dominantes dans leur ensemble, avec l'appui de la presse, des directions politiques des partis libéral et conservateur, du clergé, des ex-présidents et des candidats des partis traditionnels, des associations d'industriels, de commerçants, d'agriculteurs et d'éleveurs, et même du Parlement.

Cette unité du front bourgeois autour du gouvernement se renforça au moment de l'éruption du volcan Arenas, qui se solda par la mort de 20 000 personnes au moins et par des milliards de pesos de pertes matérielles. A ce propos, il faut remarquer que les aides reçues, spécialement l'argent, tendent à être canalisées vers les producteurs capitalistes de café et les entreprises de construction de la zone affectée, alors que dans le même temps

les sinistrés, en majorité des gens pauvres, reçoivent seulement les miettes : vêtements usagés et vivres de qualité médiocre. La voix des sinistrés réclamant un contrôle de l'aide reçue restera, une fois de plus, sans écho.

Il est important de noter qu'au moment même où se propageait toute une campagne idéologique d'unité nationale autour du désastre enduré par la population de la ville détruite d'Armejo et de ses environs, se mettait en place le plan des assassinats de dirigeants révolutionnaires que nous avons signalé plus haut. Et cette offensive terroriste ne suscita par contre pas le moindre écho dans la presse.

## TURBAY AYALA, BELISARIO BETANCUR ET LE MOUVEMENT DE MASSE

En fait, ce nouveau comportement du régime ne s'est pas produit d'un coup. Il résulte de la nature même du système politique colombien, qui a toujours su conjuguer démagogie et répression, un régime caractérisé par le monopole bipartite profondément antidémocratique dans lequel la caste militaire a joué un rôle prépondérant dans la prise des décisions

1. Cet article est tiré du numéro du 10 janvier 1986 d'*Inprecor* (sélection en espagnol pour l'Amérique du Sud) publié en Uruguay.

2. Le décret instituant l'état de siège délègue des attributions particulières au gouvernement, et de manière spéciale aux militaires. D'un point de vue constitutionnel, l'instauration de l'état de siège a un caractère transitoire. Néanmoins, en Colombie, il est permanent et, sans lui, les classes dominantes ne gouverneraient pas avec autant de certitude.

3. Le PCCML est une organisation d'origine maoïste. L'ELP en est la branche militaire. L'ELP signa en 1984 des accords avec le gouvernement, qu'il considère à l'heure actuelle comme virtuellement rompus. Cependant, cette organisation maintient sa participation à la Commission de la paix constituée par le gouvernement. Pour ce motif, l'ELP considère qu'elle respecte la trêve signée et que ses actions sont de caractère défensif face aux attaques de

l'armée.

4. L'ELN est une organisation d'origine castriste surgie au cours des années 1960. Elle n'a pas participé aux négociations et aux accords avec le gouvernement. Ricardo Lara Parada, l'un de ses fondateurs, fut emprisonné après la déroute subie par l'ELN en 1973, puis amnistié, et il constitua ensuite un mouvement de masse large, ce qui le conduisit à siéger au conseil municipal de la ville de Barranca (province de Santander).

5. Les FARC, aile militaire du PC stalinien, sont le mouvement le plus ancien de la guérilla colombienne.

6. L'Union patriotique (UP) est un mouvement politique créé par les FARC après les accords signés par cette dernière organisation avec le gouvernement. L'UP est en fait impulsée par le PC. Au cours de son premier congrès, elle proposa la candidature présidentielle de Jacobo Arenas, un ancien dirigeant des FARC.

politiques les plus cruciales. Enormément avantagée par le régime de l'état de siège, la caste militaire a imposé son rythme à la politique de paix de Belisario. La nouvelle situation qui se dessine aujourd'hui poursuit la politique du gouvernement Turbay Ayala (au pouvoir jusqu'en 1982), politique caractérisée par la torture, les attaques contre le mouvement démocratique et, d'une manière générale, par la violation des droits de l'homme les plus élémentaires. En son temps, Turbay lâcha la bride aux organisations para-militaires. Ensuite Belisario ne leva pas le petit doigt pour les démanteler et il les utilise maintenant contre les révolutionnaires. Un recensement des disparus durant le gouvernement de Belisario Betancur stupéfierait n'importe quel démocrate étranger.

Dès le début de son mandat, Belisario prit conscience de la grave crise économique qui menaçait son gouvernement et, immédiatement, il consolida son alliance avec le Front syndical démocratique, créé durant le gouvernement de Turbay en vue de maintenir la division des travailleurs et d'imposer les mesures d'austérité (7). Par le biais de sa politique de concertation, Belisario parvint à contourner les premières velléités de mécontentement du mouvement syndical et finalement remit le ministère du Travail à un « dirigeant ouvrier » du syndicalisme prétendument démocratique. Cette manière de distinguer un syndicalisme « démocratique » et un syndicalisme « subversif » avait (et a toujours) comme objectif d'offrir une apparence de légalité à la persécution et aux attaques contre le mouvement syndical lutte de classe.

Et, tout aussi symptomatique est le fait que les syndicats manufacturiers, de grande importance du point de vue de l'économie nationale, regroupés dans ce fameux syndicalisme « démocratique », furent les plus touchés par la politique gouvernementale tant sur le plan salarial qu'au niveau des prestations sociales, ce qui engendra un processus de désaffection des travailleurs par rapport à de telles centrales « démocratiques » ou d'apparition d'importants courants d'opposition antibureaucratique. Les catégories les plus touchées par la politique salariale furent les fonctionnaires, regroupés en majorité à la Fédération nationale des travailleurs au service de l'Etat (FENALTRASE), à la Fédération colombienne de l'éducation (FECODE), qui regroupe les syndicats d'instituteurs et de professeurs de tout le pays, et à la Fédération nationale des syndicats des travailleurs publics (FENASINTRAP), qui regroupe les syndicats des entreprises de l'énergie électrique et des entreprises publiques municipales, etc. La mobilisation dans ce secteur fut significative, allant même jusqu'à la grève, mais sans réussir à infléchir la politique gouvernementale. Les initiatives du mouvement syndical et populaire au printemps 1985 visant à contrer cette politique, organisant la protestation en une grève civique nationale le 20 juin furent torpillées autant par les centrales « démocratiques » que par la militarisation.

Le processus de dispersion des forces

qui s'amorça alors au sein du mouvement ouvrier prit une ampleur jamais connue, après que le gouvernement eut suspendu les procurations juridiques aux syndicats qui avaient pris la tête de la protestation. La tentative de rassemblement du mouvement syndical classiste pour la création d'une centrale de lutte de classe fut grandement affectée par le reflux du mouvement syndical dans son ensemble. Elle resta cantonnée au niveau de discussion dans des collectifs régionaux sans concrétisation réelle. Jusqu'à la Confédération syndicale des travailleurs de Colombie (CSTC), centrale contrôlée politiquement par le PC, qui montra peu d'intérêt pour cette initiative, attendant que la proposition s'effrite et que le reste du mouvement syndical indépendant, regroupant l'ensemble des syndicats non affiliés aux quatre centrales existant dans le pays, se trouve dans l'obligation d'intégrer ses rangs en ordre dispersé.

Le mouvement paysan jouit d'une plus importante dynamique de mobilisation, réalisant des occupations de villes importantes, présentant à cette occasion ses revendications pour de meilleures conditions de crédit, la construction de routes, l'amélioration des conditions sanitaires, s'opposant ainsi frontalement à toute la politique gouvernementale de réduction des budgets sur ces sujets. Mais de telles luttes ponctuelles et discontinues se sont cognées à un mouvement syndical passif. Plus d'une fois, le mouvement paysan, au cours de telles actions, ne réussit tout au plus qu'à rencontrer une solidarité de type économique et moral auprès des travailleurs urbains.

*Le régime colombien se militarise. (DR)*



Même scénario en ce qui concerne les luttes municipales en faveur d'améliorations des services publics et pour la baisse des tarifs. Les grèves civiques déclenchées en différents points du pays n'ont pas eu de prolongement national, démontrant clairement ainsi le manque d'unité et de cohérence du mouvement syndical. A la base de ces manifestations de protestation, on trouve les effets des mesures du FMI appliquées aux secteurs des services et qui impliquent une augmentation des recettes pour « payer » la dette extérieure qui se monte, pour le seul secteur public, à quelques 13 milliards de dollars.

## LA CRISE DE LA POLITIQUE DE PAIX ET LA DISPERSION DE LA GAUCHE

L'état du mouvement syndical est une réussite pour le gouvernement de Belisario Betancur. Celui-ci est en effet l'artisan de cette dispersion du mouvement ouvrier et populaire, en dépit du fait que les conditions objectives pour la mobilisation et la protestation populaire sont plus que réunies. Belisario Betancur a également réussi à atomiser l'avant-garde, qui appréhenda de manière différenciée l'évolution du style du gouvernement Betancur au début de son mandat. C'est pourquoi la réponse de cette avant-garde fut à la fois diverse et contradictoire.

Le Parti communiste donna son aval sans réserve à Belisario Betancur, favori-

7. Le front syndical « démocratique » regroupe la Confédération des travailleurs de Colombie (CTC), l'Union des travailleurs de Colombie (UTC) et la Confédération générale du travail (CGT).

sant ensuite un accord entre le gouvernement et les FARC en dehors de l'ensemble des autres forces de guérilla également intéressées par un accord de cessez-le-feu et d'amnistie. De sorte que cela donna lieu à l'adoption d'accords séparés entre le pouvoir et les différentes forces de guérilla. Le gouvernement utilisa ce fait pour diviser le mouvement guérillero, en obtenant des engagements différents et tout aussi difficiles à concrétiser avec les uns qu'avec les autres.

C'est pourquoi la rupture de fait de ces accords par le gouvernement ne rencontre pas de réponse unitaire des forces de guérilla, laissant ainsi la voie libre à l'initiative gouvernementale, avec le résultat que l'on sait : l'action désespérée du M-19 de prendre le palais de Justice pour obliger le gouvernement à honorer les accords passés. Cette action, nous, socialistes révolutionnaires, l'avons condamnée parce qu'elle ne correspond pas à l'état du mouvement de masse, pas plus qu'elle ne correspond d'ailleurs aux méthodes de lutte des travailleurs et des masses, ni au niveau de conscience de ces dernières. Une telle action a au contraire servi de prétexte au régime pour justifier ses attaques contre le mouvement ouvrier et populaire, pour consolider politiquement le front des oppresseurs et pour dissimuler ses prétentions à vouloir créer un espace politique propice permettant d'imposer des mesures économiques, politiques et sociales qui lui garantissent son maintien en tant que classe dominante et satisfassent les diktats de la grande banque impérialiste auxquels il s'est engagée à se soumettre.

La politique de paix de Belisario Betancur, qui fit tant de bruit et bénéficia d'un tapage publicitaire sans précédent, se trouva donc démasquée une fois de plus. Les plans de réformes politiques progressives qui furent alors annoncés et devaient créer les conditions nécessaires à la bonne application de cette politique de paix ne virent pas le jour. Bien au contraire, le Parlement ratifia des « réformes » agraire, administrative, des partis, de la justice, d'inspiration clairement réactionnaires, en se moquant ouvertement du pays. Il vida ainsi de leur contenu les perspectives qu'il avait lui-même suscitées en paroles. Les fameuses « commissions de paix », structures de dialogue avec la guérilla, n'eurent jamais de pouvoir de décision. Elles se transformèrent en organes semi-institutionnels au service de la politique du régime, tandis que les militaires, en se refusant à établir le dialogue avec le M-19 justifiaient de fait le massacre commis par le gouvernement au palais de Justice.

### LA CAMPAGNE ÉLECTORALE ET LA POSITION DES SOCIALISTES RÉVOLUTIONNAIRES

C'est dans le contexte du nouveau comportement du régime que se déroule la campagne de mars 1986 pour l'élection des conseils municipaux, des députés départementaux, de la Chambre et des sénateurs, ainsi que celle du président de la République de mai prochain. Cette

campagne est agitée par le débat sur les grands problèmes auxquels fait face le pays et met sur le tapis le problème du pouvoir (8).

Pour les élections présidentielles, la bourgeoisie propose trois options, toutes trois destinées à perpétuer le système bipartite par lequel la vie politique du pays est dominé par les partis libéral et conservateur. Ses programmes vont dans le sens de la défense des intérêts des capitalistes et des propriétaires terriens, se différenciant entre eux par la coloration plus ou moins vive donnée à la façade populiste et de « moralisation » des institutions.

Alvaro Gomez Hurtado a été désigné par la convention du Parti conservateur, sans la plus légère discussion programmatique, se limitant dans ses discours à l'appel à la défense des institutions et à la solidarité autour du président Betancur. J. Emilio Valderrama retira sa pré-candidature au bénéfice de Gomez sans aucune restriction.

Le candidat du Parti libéral, Virgilio Barco Vargas, reste enfermé dans les promesses éculées du libéralisme d'offrir, par sa seule venue au pouvoir, une solution aux énormes problèmes des masses. Virgilio et le courant libéral en général, centrent leur discours électoral sur la nécessité du vote de la majorité des électeurs et sur la « reconquête du pouvoir » par le Parti libéral.

Luis Carlos Galan Sarmiento, candidat du Nouveau libéralisme, une dissidence du Parti libéral, affirme quant à lui vouloir retoucher les institutions en les « moralisant ». Il pose le problème de la nécessité de créer un mouvement se situant « au-dessus des partis » autour de sa candidature. Galan, tout en critiquant certains aspects secondaires du gouvernement Betancur, le soutient en fait dans ses grandes lignes. Galan sait qu'il n'a aucune chance de remporter la présidence de la République avec les seules forces du Nouveau libéralisme. Aussi tente-t-il de rechercher des alliés du côté du mouvement ouvrier et populaire et il y est parvenu en partie. Ainsi, les directions du Mouvement Camilo Torres et du mouvement Firmes considèrent-ils avec sympathie la proposition de Galan de se situer « au-dessus des partis ». Le Parti communiste et l'Union patriotique ont établi des accords avec le Nouveau libéralisme dans différents départements pour les élections générales, et si un accord électoral n'a pu être conclu pour la campagne présidentielle, c'est simplement parce qu'ils n'ont pas réussi à surmonter quelques obstacles. Mais il existe en principe une volonté du PC-UP d'avancer dans ce sens.

Les socialistes révolutionnaires du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), section colombienne de la IVe Internationale, ont quant à eux combattu pour la formation d'un front de la gauche et des organisations de masse pour affronter les candidatures de Gomez, Barco et Galan. Le front de lutte qui a réussi à se constituer pour la préparation et la réalisation de la grève civique nationale du 20 juin 1985 était un bon point de départ pour

avancer dans cette direction et prolonger de cette manière la lutte sur un plan politique. Néanmoins, cette perspective politique n'a pas pu se matérialiser, tant du fait de l'aval accordé aux projets de Galan par d'importants secteurs du mouvement populaire que du fait des tergiversations du PC-UP. A cela se sont ajoutées des positions infantiles en faveur de l'abstention, prônée par des organisations importantes comme le PCCML et d'autres groupements et fractions du vaste éventail de la gauche colombienne.

Au point où en sont les choses sur le plan électoral, seul le PC-UP défend un projet qui offre aux socialistes révolutionnaires, même de manière déformée, un espace pour le développement de leur propagande et de leurs propositions politiques pour faire face à la conjoncture actuelle. C'est pour ces raisons que le PSR appuie la candidature de Jacobo Arenas de l'UP aux élections présidentielles, de même que la plate-forme démocratico-révolutionnaire de l'UP, mais ne se joint pas à elle tant que l'UP maintiendra en diverses régions des accords électoraux avec des secteurs favorables au bipartisme et à ses dissidences. Là où l'UP n'aura pas conclu de tels accords, le PSR favorisera des alliances qui garantissent l'indépendance du mouvement des masses sous le sigle UP-PSR. Cependant, tout en développant une telle orientation politique, le PSR maintiendra ses critiques des inconséquences du PC-UP.

Les revendications suivantes synthétisent les axes essentiels de l'intervention politique des socialistes révolutionnaires dans le contexte actuel :

— levée immédiate de l'état de siège, pour la démilitarisation des campagnes et des villes, pour le respect des droits à l'organisation des travailleurs et des masses opprimées, pour de pleines garanties démocratiques ;

— pour le non paiement de la dette extérieure et pour la mise en place d'un plan ouvrier qui fasse front à l'actuelle crise de l'économie colombienne ;

— pour la recomposition du mouvement ouvrier et populaire qui permette de répondre à la politique du régime en matière économique et sociale ;

— pour la convocation d'une Assemblée constituante démocratique et populaire qui légifère sur les principaux problèmes nationaux, qui propose une solution à la volonté ressentie par le pays de démocratiser la société, unique gage de garantie pour l'impulsion des réformes politiques. ■

Dario CALDAS,  
Bogota, 1er décembre 1985.

8. Les élections générales — au Congrès et au Sénat, ainsi que pour les assemblées départementales et municipales — ont eu lieu le 9 mars dernier. Elles constituaient en quelque sorte des primaires des présidentielles qui doivent se dérouler le 25 mai prochain. C'est l'opposition libérale au régime conservateur de Belisario Betancur, qui a remporté le scrutin obtenant à elle seule autant de voix que les conservateurs, les élus du Nouveau libéralisme et l'Union patriotique réunis. Néanmoins, le taux d'abstention a frôlé les 50 %.

# La dynamique infernale de la spirale de l'endettement

L'ENDETTEMENT croissant des pays dits du tiers-monde et les réactions en chaîne qu'il déclenche, n'est qu'un aspect d'un phénomène beaucoup plus large : l'emballage du crédit comme moteur de l'économie du capitalisme tardif. Il est important de le souligner, pour comprendre que la crise financière actuelle est le produit organique de l'expansion mondiale suite au « boom » d'après-guerre allant des années 1940-1948 aux années 1968-1973 (1).

Loin de résulter de l'impéritie des pays sous-développés, de leurs classes possédantes ou de leurs gouvernements, il n'est

qu'une manifestation particulière du rôle clé que l'inflation du crédit — et donc le gonflement de toutes les formes de dettes — a joué pour stimuler la croissance (mieux : retarder la crise) après la Deuxième Guerre mondiale dans tous les pays et les secteurs capitalistes.

En vérité, si nous vivons depuis 1940 sous le règne de l'inflation permanente dans tous ces pays, inflation et endettement sont largement synonymes. L'inflation est en effet, pour l'essentiel, une inflation de monnaie scripturale (2), une inflation du crédit, donc un gonflement des dettes.

Ernest MANDEL

Nous l'avons déjà dit à de nombreuses reprises : après la Deuxième Guerre mondiale, le capitalisme a flotté vers la « prospérité » sur un océan de dettes. Pour se rendre compte de l'importance du phénomène, il faut en préciser tout d'abord l'ampleur. Actuellement, la seule dette libellée en dollars aux Etats-Unis, plus la dette étrangère en dollars et en d'autres devises du reste du monde, dépasse la somme astronomique de 8 mille milliards de dollars, se répartissant en gros ainsi en fin 1985 :

Pays et Régions	Dettes (en milliards de dollars)
Dettes publiques des USA	2 000
Dettes des entreprises aux USA	2 800
Dettes des ménages aux USA	1 900
Dettes du tiers-monde	950
Dettes publiques d'autres pays capitalistes et des Etats ouvriers	700

On voit que la dette du tiers-monde, qui provoque tant de commentaires désobligeants de la part des milieux bancaires, n'est qu'une partie modeste de la masse mondiale des dettes en dollars et devises étrangères, à peine plus de 10 % du total. Comme cette somme englobe également la dette de la Chine, elle concerne les deux-tiers des habitants de la planète ; un dixième de la dette pour deux-tiers des habitants, ce n'est nullement disproportionné. Les récriminations des milieux bancaires reflètent donc l'adage bourgeois selon lequel « on ne prête qu'aux riches », traduit en termes plus crus par la formule : « On aurait dû ne prêter qu'aux riches ».

Ce chiffre de l'endettement n'a qu'une valeur indicative. Il n'englobe pas la dette en devises « nationales » de l'ensemble des pays capitalistes, sauf les Etats-Unis. Il a néanmoins une valeur opérationnelle réelle, dans la mesure où il permet de saisir la vulnérabilité du systè-

me bancaire américain et du système monétaire international fondé sur un rôle privilégié du dollar.

Rappelons brièvement par quels mécanismes l'inflation du crédit et le gonflement des dettes amortissent à court terme l'acuité des principales contradictions du capitalisme contemporain.

Les dettes des ménages permettent de réduire momentanément l'écart entre l'accroissement de la capacité de production des entreprises fabriquant des biens de consommation d'une part, et l'augmentation beaucoup plus modeste du pouvoir d'achat des masses d'autre part. Une partie des biens de consommation durables (surtout logements et automobiles) sont achetés à crédit.

Les dettes des entreprises permettent de réduire momentanément l'écart entre le rythme d'accumulation du capital et le rythme d'augmentation des profits. Elles permettent donc d'atténuer dans l'immédiat les effets de la chute tendancielle du taux moyen de profit. Le rythme d'accumulation est maintenu, dans la mesure où une partie des nouveaux investissements (achats de nouvelles machines, de quantités supplémentaires de matières premières, etc.) est financée par le crédit et non

par des profits réalisés.

Le gonflement de la dette publique permet d'atténuer momentanément la crise fiscale de l'Etat, c'est-à-dire de diminuer l'écart entre le rythme d'accroissement des dépenses publiques et le rythme bien plus lent d'accroissement des rentrées de l'Etat, avant tout des impôts (3).

Bien entendu, l'endettement ne peut jouer ce rôle d'amortisseur de quelques-unes des contradictions inhérentes au mode de production capitaliste que pour un certain temps et dans certaines limites. L'acuité de ces contradictions fait qu'il faut de plus en plus de crédits, donc de plus en plus d'inflation, pour obtenir cet effet. D'où un emballement inévitable de l'inflation. Mais dès que l'inflation s'emballa et qu'elle dépasse un certain seuil, elle ne peut plus nourrir l'expansion. Elle commence même à l'étrangler. Elle devient donc un des facteurs du retournement de l'onde longue expansive de 1940-1948/1968-début des années 1970, vers l'onde longue dépressive qui est toujours en cours (4). De là le passage de la politique économique capitaliste du keynésianisme (stimulation de la demande et donc inflation modérée) vers le monétarisme (rétablissement de la stabilité

1. Le début du « boom » se situe après 1948 en Europe et au Japon, après 1940 dans les pays anglo-saxons et en Amérique latine, pour autant que ces derniers y aient été entraînés, ce qui n'est vrai que pour un certain nombre de pays, avant tout l'Argentine. La fin du « boom » de longue durée est située par d'aucuns en 1968, par d'autres en 1973-1974.

2. La monnaie scripturale, c'est l'ensemble des dépôts bancaires qui peuvent servir de moyens de paiement. Lorsque les banques accordent des prêts à leurs clients, ceux-ci s'inscrivent en général sous forme de dépôts, augmentent donc la masse de ces dépôts et, de ce fait, la masse de monnaie scripturale. Si le taux d'augmentation de ces dépôts est supérieur au taux d'augmentation de la production matérielle, on est en droit de parler d'inflation de la monnaie scripturale, la vitesse de circulation de cette monnaie devant être examinée comme une variable en partie autonome.

3. La crise fiscale de l'Etat a des racines de classe (des racines structurelles) en société bourgeoise. La bourgeoisie préfère prêter de l'argent à l'Etat plutôt que de lui payer des impôts. L'impôt ne rapporte rien. L'emprunt public rapporte un intérêt. En outre, en maintenant le budget de l'Etat en déficit permanent, la bourgeoisie le rend perpétuellement dépendant des prêts bancaires à court terme ainsi que des emprunts d'Etat achetés par le Capital. Elle garantit ainsi que cet Etat reste bien « son » Etat, lui reste attaché par les chaînes d'or de la dette publique.

4. Sur notre théorie des « ondes longues » de la conjoncture capitaliste, voir nos livres *Le troisième âge du capitalisme* (Edition 10-18, Paris) et *The Long Waves of Capitalist Development* (Cambridge University Press, 1979). Ce dernier livre va bientôt paraître en français.

monétaire à tout prix, même au prix de la stagnation et de la dépression économiques). Ce n'est pas le changement de politique économique qui a provoqué le changement de la conjoncture, c'est le changement de priorités dans les objectifs à atteindre par la bourgeoisie qui a déterminé le changement de politique économique, au moment où le retournement de la conjoncture était déjà un fait.

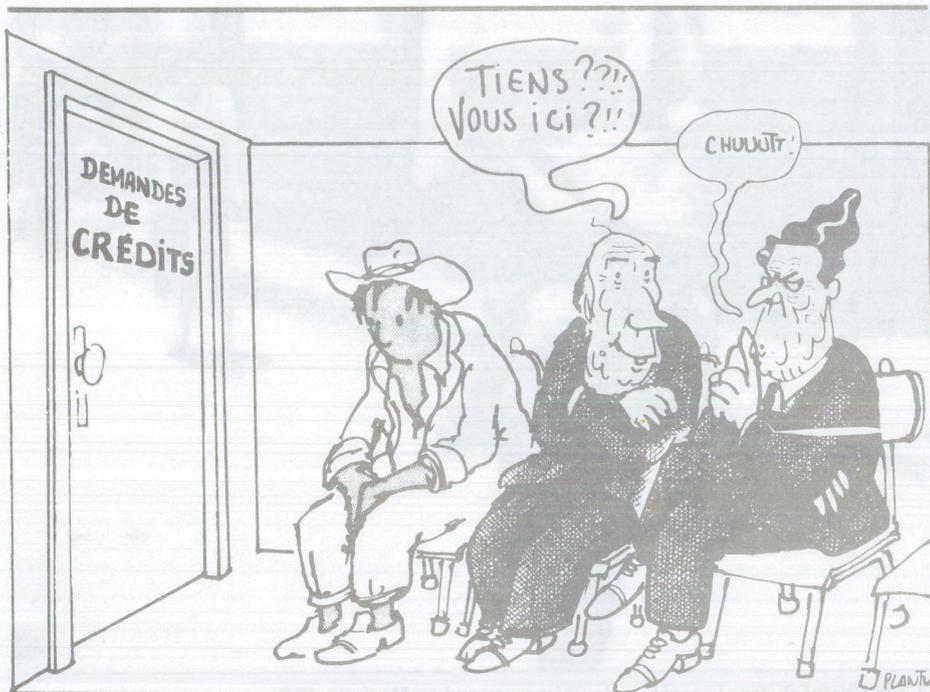
Après 1945, l'objectif numéro un avait été la stabilisation sociale et politique des principaux pays capitalistes (Amérique du Nord, Europe occidentale, Japon) : de là l'orientation vers le plein emploi et l'utilisation prioritaire de techniques keynésiennes. Après 1968 et surtout après 1973, la priorité absolue est revenue à la relance du taux de profit, au besoin au prix d'un chômage massif et d'une aggravation des tensions sociales.

### ROLE DE L'INITIATIVE BANCAIRE DANS LE GONFLEMENT DES DETTES

Ce qui caractérise la société bourgeoise, c'est notamment le fait que même les intérêts généraux de la bourgeoisie (exprimés le plus souvent par l'Etat bourgeois) sont défendus par des agents particuliers (hommes politiques, hauts fonctionnaires, hommes d'affaires) qui, 99 fois sur 100, ne peuvent pas faire abstraction de leurs intérêts privés. L'expansion générale du crédit, après 1940 (1948) correspondait sans aucun doute à l'intérêt général de la bourgeoisie. Elle était sans aucun doute stimulée par des banques qui ne poursuivaient pas en premier lieu le but de servir l'intérêt général du Grand Capital. Elles cherchaient avant tout à augmenter leurs propres profits, les profits bancaires.

Lorsque la conjoncture économique est bonne, lorsque le baromètre est au beau fixe, l'intérêt général de la bourgeoisie et la recherche particulière du profit par les banques coïncident dans une très large mesure. Les banques fonctionnent comme centres de « socialisation objective » des capitaux. Elles collectent les excédents de capitaux des firmes et des ménages pour les orienter vers les firmes (et depuis la Deuxième Guerre mondiale, dans une mesure croissante, vers les ménages de la grande et moyenne bourgeoisie et les couches supérieures de la petite bourgeoisie) qui en ont besoin pour élargir leurs investissements et leurs achats.

Mais lorsque le système est en crise, cette coïncidence est ébranlée. Le but particulier des banques — défendre avant tout leurs revenus et leur rentabilité propre — peut entrer en contradiction avec l'intérêt général du Capital : restaurer la rentabilité de l'ensemble du système, avant tout des principaux trusts, monopoles et groupes financiers. Recherchant des profits supplémentaires, les banques s'engagent dans des pratiques qui ébranlent la stabilité du système dans son ensemble, du moins à plus longue échéance. Le contrôle d'Etat sur les banques, étendu après l'expérience traumatisante de la cri-



se bancaire de 1931-1933, est impuissant à supprimer ce mal, qui est inhérent à la propriété privée (5), à la concurrence et à la recherche du profit en tant que moteur principal de l'économie capitaliste.

Les profits bancaires proviennent, pour l'essentiel, de la différence entre le taux d'intérêt accordé aux dépôts et le taux d'intérêt obtenu par les prêts. Plus les dépôts bancaires se gonflent et plus les banques ont intérêt à chercher des clients auprès desquels elles peuvent placer des emprunts à des taux d'intérêt supérieurs à la moyenne. A partir du choc pétrolier de 1973, les revenus pétroliers d'une série de pays exportateurs de pétrole sont allés gonfler les dépôts d'une série de banques américaines et britanniques (dans une moindre mesure allemandes, suisses, japonaises, etc.) C'étaient les fameux pétrodollars. Les banques étaient confrontées au problème de trouver à qui prêter ces nouveaux capitaux-argent.

Or, la longue dépression qui venait de commencer dans les pays impérialistes réduisait simultanément la demande de crédits supplémentaires de la part des firmes et des ménages, déjà excessivement endettés. Pour chercher les débiteurs nouveaux, les banques se sont donc adressées ailleurs, essentiellement vers les pays du tiers-monde et, dans une moindre mesure, vers les Etats ouvriers bureaucratisés. Ce sont les banques qui ont offert ces crédits au tiers-monde, ce n'est pas le tiers-monde qui les a mendifiés aux banques (6).

L'opération a été stimulée par trois conditions particulières, qui coïncident avec le milieu des années 1970.

Tout d'abord, il y a eu une désynchronisation entre la dépression dans les pays impérialistes d'une part, et celle en Amérique latine et en Asie du Sud-Est et de l'Est d'autre part (7). Il y avait donc l'illusion que la solvabilité des pays semi-industrialisés dépendants, du moins dans ces secteurs géographiques, allait crois-

Ensuite, ces pays se virent imposer des taux d'intérêt plus élevés, qu'ils étaient bien obligés de payer, vu la pénurie chronique de capitaux dont ils souffrent, alors que le taux d'intérêt réel — compte tenu de l'inflation — était très bas, quelquefois même négatif, dans les pays impérialistes (8).

En outre, les banques privées remplirent un vide laissé par la défaillance des organismes internationaux capitalistes, plus exactement par la réticence des gouvernements impérialistes, à commencer par celui des Etats-Unis, de fonctionner dans l'intérêt général du système capitaliste international en temps de crise. Le choc pétrolier avait redistribué la plus-value (et sa capitalisation sous forme de capitaux-argent à l'échelle internationale). Les principales victimes de cette redistri-

5. Le seul système bancaire qui ait fonctionné plus ou moins sans accrocs durant la crise actuelle est le système français, précisément parce que ses banques sont nationalisées presque à 100 %.

6. On pourrait objecter que les pays du tiers-monde étaient des « victimes consentantes », puisqu'ils avaient un besoin pressant et permanent d'apport de capitaux étrangers. Mais justement, puisque ce besoin est permanent, il ne peut pas expliquer en lui-même la brusque flambée de la dette étrangère au cours des années 1970.

7. Voir à ce sujet l'excellent article de Jeffrey Bortz, « La Deuda Latino-americana y los Cidos de la Economia Mundial », dans *La Batalla*, numéro 13, Mexico, novembre-décembre 1985.

8. Le taux d'intérêt réel est la différence du taux d'intérêt nominal et du taux d'inflation. Aux Etats-Unis par exemple, un taux d'inflation de 8 % et un taux d'intérêt nominal de 7 % donne, en 1977, un taux d'intérêt réel de -1 %. Dans des pays du tiers-monde, ce taux négatif était encore plus prononcé, encourageant l'évasion des capitaux. Ainsi, pour le Mexique, en moyenne pour la période 1976-1982, le taux d'intérêt réel du peso était de -0,8 % ; en Argentine, il était de -6,6 % ; au Brésil, de -14,7 %. Après la forte hausse des taux d'intérêt, cette situation s'est évidemment renversée.



A San Cristobal, dans la province de Chiapas, au sud du Mexique. (DR)

bution étaient les pays dits du tiers-monde non exportateurs de pétrole. Les principaux profiteurs étaient les classes possédantes des pays exportateurs de pétrole. Le déficit de la balance des paiements risquait d'étrangler la capacité d'importation des premiers, non seulement dans le domaine des biens d'équipement mais même dans celui des matières premières vitales pour leur industrie naissante, voire dans celui de la nourriture. Un problème de recyclage de pétrodollars se posait donc objectivement. Il fallait prêter les excédents des pays de l'OPEP aux pays les plus déficitaires. C'est en gros ce que firent les banques privées.

Mais elles le firent avec précipitation, imprudence et en échange de gros avantages privés. Ici intervient un autre phénomène : la dégradation progressive du personnel dirigeant du système bancaire international.

Au cours de toute la période ouverte par la Deuxième Guerre mondiale, il y a eu une amplification considérable des opérations de crédit et une extension non moins spectaculaire des opérations purement spéculatives dans le cadre du système bancaire. Cette extension se manifesta surtout à partir du moment de la non-convertibilité du dollar, c'est-à-dire vers la fin des années 1960. La spéculation vise les matières premières, l'or, les taux de change des devises, les terrains, les œuvres d'art. Elle s'étend au cours de la reprise conjoncturelle 1983-1985 à des opérations gigantesques d'offres d'achat publiques (fusion de firmes manigancées par des intermédiaires extérieurs à celles-ci) portant sur des milliards de dollars (9).

Dans ces conditions-là, des dirigeants de moins en moins traditionnels (certains disent : carrément en marge de la légalité) apparaissent à la tête d'importantes filiales des grosses banques, voire à la tête de quelques-unes de ces banques elles-mêmes (10). Ils opèrent en vue de maximiser les profits à court terme, sans tenir compte des risques. Des gains et des

pertes imprévus se succèdent, entamant sérieusement la solidité du système bancaire dans son ensemble. Spéculation, corruption personnelle, crises de solvabilité nationale, crises de solvabilité du système bancaire s'imbriquent de plus en plus. Une série impressionnante de prêts aux pays du tiers-monde sont détournés pour ainsi dire à la source pour servir les buts privés de couches bourgeoises de ces pays qui essayent de se prémunir contre l'inflation galopante et contre le risque de crises révolutionnaires.

L'évasion des capitaux est nourrie par les prêts étrangers et élargit à son tour le déficit de la balance des paiements qui conduit à un nouveau round d'endettement aggravé. La spirale de l'endettement s'élargit, au profit des classes possédantes, aux frais des masses populaires.

L'ampleur de cette évasion des capitaux de la part de la bourgeoisie des principaux pays débiteurs du tiers-monde a été récemment évaluée par la revue *Inter-economics* sur la base de statistiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale de la manière suivante :

Pays	Exportation clandestine des capitaux 1976-1982 (en millions de dollars)	En % de la dette nationale envers les banques étrangères
Argentine	17 150	80,5 %
Mexique	13 488 (11)	54,0 % (*)
Venezuela	8 454	65,4 % (*)
Indonésie	5 164	34,2 % (*)
Egypte	3 944	44,3 % (*)
Nigéria	2 743	43,3 % (*)
Inde	2 132	33,3 % (*)
Syrie	1 889	96,0 % (*)

(\*) sans la dette à court terme (12).

Cette liste est loin d'être complète, puisqu'elle n'englobe pas l'évasion des ca-

pitaux de pays comme le Brésil, les Philippines, la Corée du Sud, la Thaïlande, considérée comme inexistante alors que tout le monde connaît des exemples patents de la part des « grandes familles » de ces bourgeoisies-là (13). Cette défaillance statistique provient du fait que les chiffres cités sont agrégés et ne recouvrent dans les cas cités ni la dette à court terme ni les fluctuations des réserves de change.

## L'EMBALLLEMENT DE LA DETTE DU TIERS-MONDE

De nouveau, les commentaires déso-bligeants des milieux financiers impérialistes à l'égard de l'évasion des capitaux dans les pays dits du tiers-monde sont teintés d'une bonne dose d'hypocrisie. C'est un fait incontestable que les classes possédantes des pays du tiers-monde sont corrompues jusqu'à la moëlle. Mais c'est également un fait que pour qu'il y ait corruption, il faut qu'il y ait à la fois corrompus et corrupteurs. Les corrupteurs et les complices des corrupteurs sont en l'occurrence les banques impérialistes. Et il faut surtout qu'il y ait un contexte général favorisant la recherche effrénée de l'enrichissement privé. Ce contexte général s'appelle l'économie de marché, économie monétaire et surtout économie de marché généralisée, c'est-à-dire société bourgeoise, mode de production capitaliste.

Le dérapage de l'endettement du tiers-monde se situe bien au moment que nous avons mentionné, au début des années 1970. A ce moment-là, la dette de l'ensemble des pays semi-coloniaux et dépendants s'élevait à 150 milliards de dollars. Aujourd'hui, elle dépasse les 900 milliards de dollars. Cette envolée ne résulte pas essentiellement de phénomènes politiques, bien que le rôle de ceux-ci ne soit pas négligeables, ni de complots et de contre-complots. Elle résulte précisément de la dialectique interne du mode de production capitaliste dans son ensemble, tant à l'échelle internationale qu'à l'échelle des principaux pays concernés.

Une fois lancé par le recyclage des pétrodollars, l'emballlement des dettes du tiers-monde résulte d'une série de mécanismes plus ou moins spontanés, en tout cas maîtrisés par personne, ni par les gouvernements du tiers-monde, ni par les classes possédantes de ces pays, ni par les banques impérialistes, ni par les gouvernements impérialistes, ni par la bourgeoisie des métropoles prise dans son ensemble.

9. Voir de nombreux exemples dans le dernier chapitre de notre livre *La Crise* (Flammarion, 3e édition, 1985), dont les données vont jusqu'en avril 1985.

10. Voir Anthony Sampson, *The Money Lenders*, Coronet Books, 1981.

11. Des sources mexicaines avancent le chiffre de 37 milliards de dollars.

12. Susanne Erbe, « L'évasion des capitaux dans les pays en développement », in *Inter-economics*, novembre-décembre 1985.

13. Rien que la famille Marcos et ses alliés sont censés avoir déposé cinq milliards de dollars à l'étranger.

L'apport de capitaux frais dans les pays sous-développés n'est investi qu'en partie et ne peut donc rapporter des ressources supplémentaires — y compris pour payer l'intérêt sur la dette et rembourser le capital emprunté — qu'en partie. Voilà une première source de déséquilibre, et sans doute la source principale. Une partie de ces capitaux sert à couvrir des frais de fonctionnement de l'économie et de l'Etat, ou à la maintenir au niveau donné d'activité : financer la note du pétrole plus cher ou de l'importation des matières premières non couverte par les exportations. Une autre partie est détournée vers la spéculation parasitaire. Une partie, enfin, est directement accaparée par les classes possédantes et maintenue hors du pays.

Les exportations des pays du tiers-monde, qui sont censées croître à long terme au point de pouvoir assurer le service de la dette et le remboursement du principal, ne croissent pas partout ni toujours dans la proportion voulue. La loi de la valeur joue de manière implacable. Elle redistribue à l'échelle mondiale tant la demande que l'offre, la répartition des moyens de production et la force de travail.

Mais il s'agit justement d'un réajustement spontané, c'est-à-dire cahotique, c'est-à-dire imprévisible, et surtout désynchronisé de pays à pays, pour ne pas dire de continent à continent. D'où d'énormes déséquilibres, qu'il ne sert à rien de masquer sous la formule « temporaires ». Tout est par définition temporaire dans l'économie capitaliste, sauf la propriété privée en général et sa recherche éffrénée. Mais sa répartition précise entre différents capitalistes, fractions et classes capitalistes, est toujours temporaire, toujours bouleversée par des faits nouveaux, c'est-à-dire par la loi du développement inégal et combiné.

Ainsi, la hausse — temporaire — du prix du pétrole avait mis à l'aise des classes possédantes comme celle de l'Arabie saoudite, du Koweït ou du Mexique, alors que les économies de l'Argentine, du Brésil ou de l'Inde étaient violemment secouées. A l'inverse, lorsqu'il y eut redressement spectaculaire de la balance des paiements de la Corée du Sud et du Brésil, le Mexique et les pays de l'OPEP étaient enfoncés par la baisse du prix du pétrole. Il y a donc eu expansion globale du marché mondial inférieure à celle nécessaire pour que l'ensemble des pays endettés puissent développer leurs exportations dans la proportion nécessaire à un remboursement régulier de la dette.

Cela est d'autant plus vrai que toute la période des années 1970 (et des années 1980 qui suivit) est marquée par la dépression à long terme de l'économie des pays impérialistes. Celle-ci freina l'expansion des exportations des pays du tiers-monde vers les métropoles, y compris souvent par des mesures carrément protectionnistes. L'exemple de l'accord multifibres visant les exportations de produits de l'industrie textile (y compris l'habillement) en provenance d'Asie et d'Amérique latine, en est la manifestation la plus nette. Il en va de même de certaines

cultures alimentaires (sucre, café, etc.)

Certes, la part des exportations de produits manufacturés du tiers-monde dans le commerce mondial a augmenté de manière spectaculaire au cours de la dernière décennie. La balance commerciale des Etats-Unis pour ces produits est devenue déficitaire (ce n'est pas le cas ni de l'Europe capitaliste ni du Japon). Les Etats-Unis importent aujourd'hui plus de produits manufacturés des pays dépendants semi-industrialisés qu'ils n'en exportent. Mais il s'agit d'un petit nombre de pays qui ont profité de cet essor, et d'un petit nombre de fabrications : chaussures et aciers brésiliens ; électronique sud-coréenne ; assemblage de Hong Kong et quelques autres cas. C'est trop peu pour dépanner l'ensemble du tiers-monde. C'est insuffisant pour désamorcer la bombe à retardement de la dette.

Vu le fait que la production courante ne dégage pas les ressources nécessaires pour couvrir le déficit de la balance des paiements (leur déficit en devises), il faut donc pour ces pays encore emprunter pour assurer une partie du service de la dette et pour rembourser une partie du principal venue à échéance. Selon les statistiques des Nations-Unies de l'année 1985, les paiements d'intérêts de la dette se sont élevés, pour 88 pays dits du tiers-monde, respectivement à 35 milliards de dollars, 48 milliards de dollars et 44 milliards de dollars en 1981, 1982 et 1983. Ils étaient supérieurs aux crédits privés reçus au cours de ces trois années et même supérieurs de 5 milliards de dollars à l'ensemble des crédits privés et publics reçus en 1983. Il faut ajouter à cette hémorragie le drain des profits, dividendes, etc. rapatriés par le tiers-monde vers les métropoles, qui oscille autour de 12 milliards de dollars par an. Pour l'ensemble des trois années envisagées, il était supérieur à l'entrée nette de capitaux d'investissement. Selon l'Economic Conference for Latin America and Caribbean (ECLAC), il ya eu un transfert

net de ressources d'Amérique latine vers le reste du monde de 30 milliards de dollars en 1985, si l'on additionne les comptes opération courante et mouvement de capitaux. Le président de cette institution, Ortiz Mena, estime que pour les quatre années 1982-1985, cette hémorragie s'est élevée à un total de 100 milliards de dollars. De là l'emballément inévitable de la dette. On emprunte de plus en plus non pas pour produire davantage mais pour rembourser d'anciens prêts et les intérêts qui en découlent. Globalement, la dette a augmenté presque deux fois plus vite que le produit national pour les pays du tiers-monde non membres de l'OPEP entre 1973 et 1982.

Ce cercle est d'autant plus vicieux que les termes de l'échange — le rapport entre le prix à l'exportation et les prix à l'importation — fonctionnent normalement aux dépens des pays du tiers-monde. Sauf, cependant, la brève flambée spectaculaire spéculative entre 1971 et 1973, et, pour le pétrole, lors des deux chocs pétroliers, les prix des matières premières et des produits semi-fabriqués augmentent plus lentement quand ils ne baissent pas, que les prix des produits manufacturés. L'évolution négative de ces termes de l'échange, à laquelle n'échappent que quelques pays semi-industrialisés comme la Corée du Sud, et ce encore pour un certain temps, pèse lourdement sur les pays les plus pauvres dont la dette, même si elle est moindre en chiffres absolus que celle des pays semi-industrialisés, constitue dès lors un fardeau insupportable.

Le prix de l'ensemble des matières premières est descendu d'une moyenne de 100 en 1979-1981 à l'indice 72 en septembre 1985, le prix des produits alimentaires (céréales, sucre, bananes, tourteaux de soja) à 56 et celui de oléagineux à l'indice 65. Les pertes de ressources (de revenus d'exportation) ainsi subies par le tiers-monde s'élèvent à une somme supérieure au service de la dette !

Finalement, pour des raisons intrin-

*« Séminaire de réflexion sur l'économie mondiale » : une réunion d'experts qui a précédé le sommet des pays industrialisés en mai 1982 à Versailles. (DR)*



sèques à l'économie des pays impérialistes, une bonne partie de la période envisagée est marquée par une hausse vertigineuse des taux d'intérêt, surtout aux USA. Or, si pour les capitalistes de ces pays cette hausse, vu le niveau de l'inflation, n'était pas catastrophique, il n'en va pas de même pour les pays du tiers-monde. Comme leur dette est libellée en dollars, chaque augmentation d'un point du taux d'intérêt aux USA augmente le service annuel de la dette de 4, 5 ou 6 milliards de dollars à la fin des années 1970, au début des années 1980.

De nouveau, il faut emprunter davantage pour couvrir ces frais supplémentaires. Et comme les monnaies des pays du tiers-monde sont frappées par des taux d'inflation largement supérieurs à ceux des pays impérialistes, la hausse des taux d'intérêt accentue la tendance vers la « dollarisation » de l'économie de ces pays. Un secteur entier d'activité et une partie croissante de l'épargne échappent ainsi au contrôle des gouvernements nationaux et à l'accumulation nationale du capital (14).

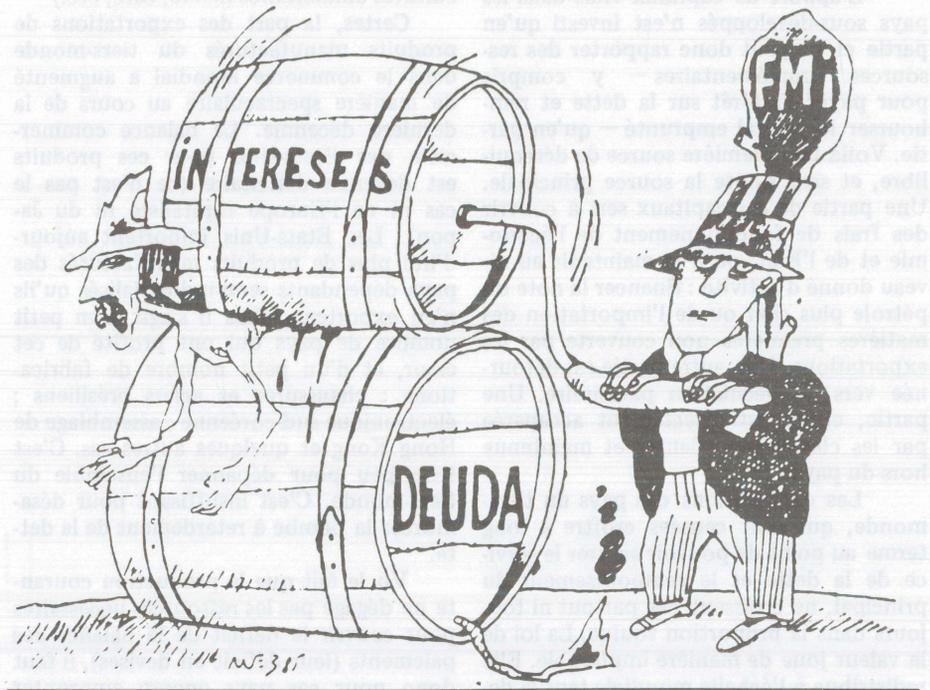
C'est ainsi qu'au bout de la spirale sans cesse élargie de l'endettement, on en arrive aux 900 milliards de dollars de dette du tiers-monde d'aujourd'hui et à la situation d'insolvabilité de fait de la plupart des pays endettés. Sur ces 900 milliards de dollars, beaucoup moins de la moitié ont été réellement investis. Entre un tiers et un quart a été détourné vers l'étranger par les possédants, comme dans une économie d'usure, un autre quart a été retenu ou reçu par les prêteurs eux-mêmes.

### LA DYNAMIQUE FINANCIERE ET ECONOMIQUE DE LA DETTE DU TIERS-MONDE

L'emballement de la dette du tiers-monde déclenche un quadruple mouvement pervers à l'échelle de l'économie capitaliste internationale dans son ensemble :

— L'insolvabilité de fait des pays du tiers-monde menace d'effondrement quelques-unes des principales banques des pays impérialistes et, du même coup, l'ensemble du système de crédit et donc du système monétaire du monde capitaliste. Actuellement, plus de la moitié de la dette du tiers-monde, soit quelque 480 milliards de dollars, représente des créances entre les mains des banques privées.

— Les pays du tiers-monde ne peuvent assurer le service de la dette — sans même parler du remboursement du principal (15) — qu'en dégagant de vastes surplus de leurs balances des paiements. Cela signifie des sorties nettes de devises, de capitaux-argent et donc de capitaux tout court, à une grande échelle. Or, ce sont les pays relativement les plus pauvres en capitaux qui ont besoin de davantage de capitaux pour pouvoir s'industrialiser et se moderniser. La sortie nette de capitaux ne peut se traduire que par un ralentissement progressif du rythme de croissance et du développement. Comme l'a dit Raul



Prebisch, la « thérapeutique » du FMI revient à faire saigner un malade souffrant d'anémie !

— La sortie massive nette de capitaux du tiers-monde par la voie du service de la dette exige une restriction brutale des importations et une expansion non moins brutale des exportations. Abstraction faite de l'incapacité dans laquelle se trouvent un grand nombre de pays semi-coloniaux et plusieurs pays dépendants semi-industrialisés d'assurer cette expansion — voir le cas du Mexique, tributaire des fluctuations du prix du pétrole — cela équivaut à une restriction non moins brutale de la part du marché mondial accessible aux pays impérialistes, surtout les moins compétitifs, à commencer par les USA. Ceux-ci perdent donc sur les deux tableaux. Ils exportent moins vers le tiers-monde, ils en importent davantage de biens manufacturés.

— Mais ce ne sont pas les mêmes secteurs de la bourgeoisie qui profitent et qui perdent dans cette évolution insensée de l'économie capitaliste internationale. Les mécanismes de remboursement de la dette mis en place par le FMI favorisent en gros les secteurs bancaires et rentiers dans les pays impérialistes, et défavorisent les secteurs industriels/exportateurs. Le caractère parasitaire usurier du système impérialiste pris dans son ensemble est ainsi accentué, avant tout aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne (16). La bourgeoisie impérialiste, davantage portée vers l'exportation des marchandises — et donc dépendant davantage d'une expansion du marché mondial — comme celle de l'Allemagne fédérale et du Japon, favorise donc une politique plus souple à l'égard du service de la dette du tiers-monde. C'est le sens de la doctrine Willy Brandt, du Parti social-démocrate allemand (SPD). Paradoxalement, Brandt, joint à Franz-Josef Strauss, leader du CDU-CSU (démocrates-chrétiens allemands), agissent

aujourd'hui comme les véritables porte-parole des impérialistes européens face à l'impérialisme américain.

Les menaces que l'emballement de la dette du tiers-monde fait peser sur l'économie capitaliste internationale sont donc réelles. Mais cela ne signifie pas qu'il y aura à coup sûr un véritable krach bancaire généralisé (17).

Déjà lors de la grande crise bancaire de 1931-1933, un adage avait cours dans les milieux de la finance internationale, qui disait que « si la créance est de 100 000 dollars, le débiteur souffre d'insomnies, mais si la créance est de 10 millions de dollars, c'est le créancier qui ne dort plus. » Multiplions ces chiffres par 10 ou 100 pour tenir compte de l'inflation survenue au cours du demi-siècle qui vient de s'écouler et de l'expansion de l'inflation qu'elle a stimulé, et cet adage est encore plus pertinent que jadis.

14. Voir l'excellent article de Pierre Salama, « Dettes et dollarisation », in *Problèmes d'Amérique latine*, numéro 77, Paris, 1985.

15. Pour rembourser près de 1 000 milliards de dollars de capitaux empruntés, le tiers-monde devrait dégager un surplus de la balance des paiements de la même valeur. Même échelonné sur 15 ou 20 ans, cela représenterait une sortie annuelle supplémentaire au paiement des intérêts de l'ordre de 50 à 60 milliards de dollars, ce qui est totalement irréalisable. Tout le monde accepte tacitement l'hypothèse que cette dette ne sera jamais remboursée pour l'essentiel.

16. A présent, aux Etats-Unis, un taux d'intérêt nominal de 10 % et un taux d'inflation de 5 % donnent un taux d'intérêt réel de 5 %. En France, un taux d'inflation de 4 à 5 % et un taux d'intérêt nominal de 10 à 12 % donnent un taux d'intérêt réel de 6 à 7 %, véritable intérêt usuraire. Aux USA, à certains moments du début des années 1980, on a connu des taux d'intérêt nominaux de 20 %, alors que l'inflation était inférieure à 10 %.

17. Des krachs bancaires partiels se multiplient cependant, non seulement au Koweït, à Singapour, en Malaisie, en Argentine, en Indonésie, aux Philippines, mais aussi aux USA, en RFA, en Italie, en Grande-Bretagne, au Japon.

L'impérialisme américain ne peut pas se permettre l'effondrement de la Chase Manhattan, de la Citicorp ou de la Morgan Guarantee Trust, pas plus que l'impérialisme britannique ne peut se permettre l'effondrement de la Lloyds, de la Barclay's ou de la National Westminster, parce que l'impérialisme américain, c'est la Chase Manhattan, la Citicorp et la Morgan Guarantee Trust et que l'impérialisme britannique, c'est la Lloyds, la Barclay's et la National Westminster. L'éventualité la plus probable, c'est donc un dépannage massif des gros débiteurs (en réalité des créanciers privés de ces gros débiteurs) par le système bancaire international et par les gouvernements impérialistes, avec une double « nationalisation » de la dette, c'est-à-dire une double nationalisation des pertes : une partie au détriment des masses laborieuses des pays impérialistes et l'autre partie au détriment des masses populaires des pays du tiers-monde eux-mêmes. Les marchandages en cours visent essentiellement le partage des sacrifices. La bourgeoisie du tiers-monde est surtout intéressée par l'aspect technique de la question : délais et charges de l'échelonnement des dettes. Éviter des sacrifices pour ses propres peuples n'est pas précisément son souci principal.

Mais les succès de l'opération dépannage — dont le plan Baker (18) n'est qu'une manifestation partielle — ne sont pas assurés, justement parce que l'économie capitaliste internationale n'est contrôlée par personne. Elle est marquée par de brusques changements spontanés, largement imprévus, sous le fouet de la concurrence, guidée seulement à long terme par la loi de la valeur, et ce de façon aveugle. Ainsi, le plan d'assainissement fi-

nancier du Mexique, si laborieusement mis en place par les banquiers internationaux en 1982 et dont ils ont prématurément chanté le succès, vient d'être fondamentalement remis en question par la chute vertigineuse du prix du pétrole (19). Et si chaque économiste comprenant le fonctionnement de l'économie capitaliste de marché pouvait aisément prévoir que le prix du pétrole baisserait, personne ne pouvait prévoir quelle serait l'ampleur de cette baisse et à quel moment précis elle se produirait, à savoir en février 1986.

Tout cela a en partie découlé de l'acharnement de Mme Thatcher à s'assurer les devises nécessaires pour défendre la livre sterling au moyen d'une extraction effrénée du pétrole de la mer du Nord, de l'accentuation de la surproduction provoquée par cette politique, de la chute des prix du pétrole ainsi occasionnée, et du refus de l'Arabie saoudite d'assister de manière passive à la réduction de sa part du marché pétrolier. D'où la cassure de l'OPEP, d'où la cassure des prix, d'où la surproduction accentuée, et ainsi de suite. Maintenant, il faut renégocier une deuxième fois la dette mexicaine, comme en 1982, et ce dans des conditions qui se sont détériorées, à la fois du point de vue du marché mondial du pétrole et de la situation sociale intérieure au Mexique.

#### LA DYNAMIQUE SOCIALE ET POLITIQUE DE LA DETTE DU TIERS-MONDE

Le fait manifeste de l'interdépendance de l'économie des pays impérialistes et de l'économie des pays du tiers-monde dans le cadre de l'économie capitaliste

internationale donne à quelques bourgeoisies du tiers-monde un pouvoir de chantage non négligeable à l'égard des banques impérialistes. Elles leur disent en l'occurrence : « Si vous pressez trop le citron, nous préférons couler, et nous vous entraînerons dans notre chute. » C'est pourquoi le projet de Fidel Castro d'une annulation collective de la dette par l'ensemble des pays du tiers-monde n'est pas purement propagandiste. Cette proposition constitue un apport positif à la lutte anti-impérialiste à l'échelle mondiale. Elle mérite l'appui de tous les militants anti-impérialistes, de tous les révolutionnaires et de tout le mouvement ouvrier international. Elle devrait être un appel à la mobilisation massive des masses populaires des pays du tiers-monde appuyées par le prolétariat international, pour réclamer des gouvernements de leurs pays respectifs l'annulation de la dette.

Loin de favoriser une quelconque subordination des travailleurs à la bourgeoisie nationale, une telle mobilisation accentuerait l'indépendance de classe du prolétariat de ces pays par rapport à la bourgeoisie, dans la mesure où elle démontrerait que c'est la classe ouvrière et le mouvement ouvrier qui défendent la

18. Le plan Baker veut amener les banques privées à accroître leurs crédits aux pays du tiers-monde de 20 milliards de dollars, avec des quasi-garanties publiques et une forte augmentation du capital et des engagements de la Banque mondiale.

19. Voir les déclarations de M. Lamballussy, le directeur de la Banque des règlements internationaux, de Bâle (Suisse), banque qui s'efforce de remplir le vide laissé dans le système financier international par l'absence d'une « banque centrale des banques centrales ».

*En Inde aujourd'hui, les fermiers utilisent toujours le traditionnel moulin à eau pour l'irrigation des champs. (DR)*



souveraineté nationale contre l'impérialisme, défense conséquente dont la bourgeoisie s'avère incapable. Elle stimulerait ainsi l'alliance des ouvriers, des paysans, des couches pauvres et marginalisées urbaines, de la petite bourgeoisie urbaine indépendante de la bourgeoisie.

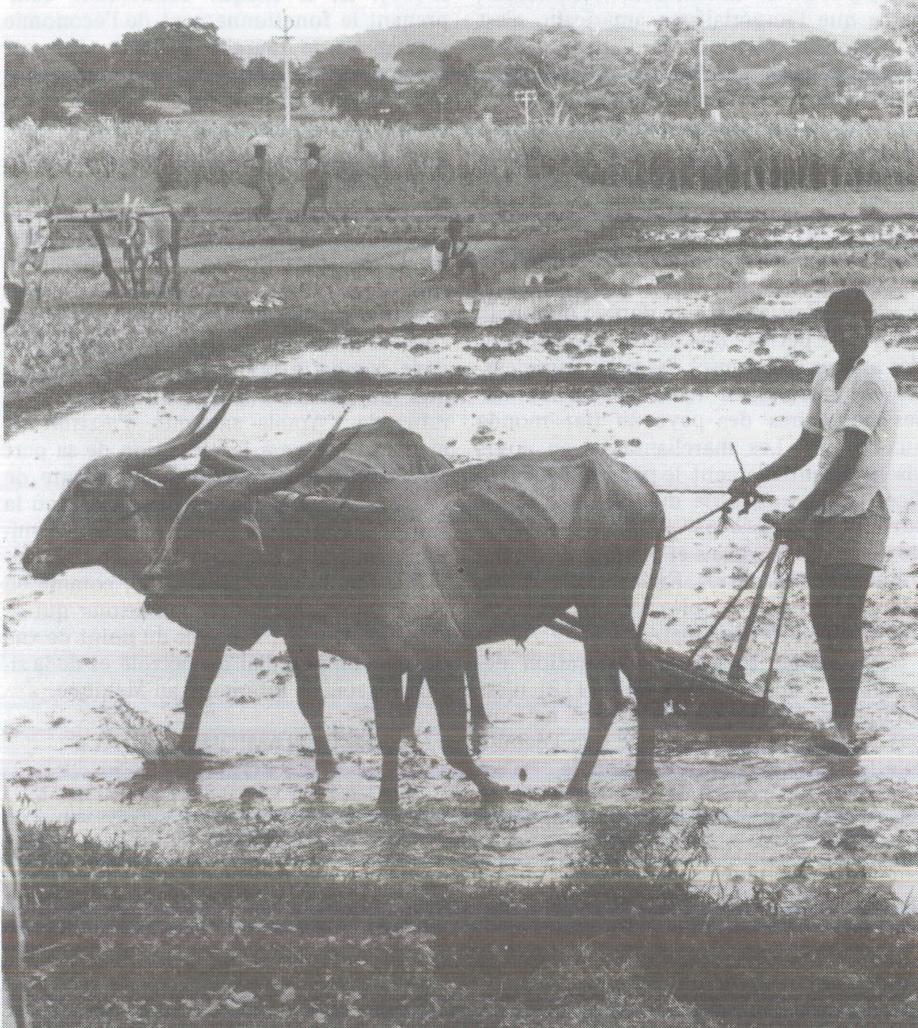
Elle favoriserait en outre la lutte de classe directe du prolétariat et de ses alliés, autant contre la bourgeoisie du tiers-monde que contre l'impérialisme. Non seulement cette bourgeoisie continue à payer la dîme usuraire au capital international, mais elle s'efforce surtout de transférer le gros du fardeau sur le dos des masses populaires, dont le niveau de vie connaît une baisse désastreuse. Le FMI exerce une pression constante en faveur de l'équilibre budgétaire et de la réduction des dépenses publiques, réduction qui vise avant tout les dépenses sociales, les subsides aux prix des produits de première nécessité, ainsi que la masse salariale et l'emploi du secteur public. La nature réactionnaire de classe de cette pression — disons davantage sa nature inhumaine, génératrice de misère innomable et de faim au sens littéral du terme — est manifeste.

Mais il ne suffit pas de dénoncer cette pression. Il faut encore stigmatiser tous ceux qui cèdent devant cette pression, qui la transmettent, qui s'inclinent devant les diktats, et ce non seulement par lâcheté et peur politiques, mais aussi par intérêt de classe.

C'est pourquoi le mouvement ouvrier devrait lier à la revendication de l'annulation de la dette celle, notamment, de contrôle ouvrier sur les opérations bancaires, à exercer de préférence par les employés des banques eux-mêmes, pour révéler, dénoncer, puis chercher à empêcher concrètement les opérations de détournement, de thésaurisation, d'appropriation privée et d'évasion à l'étranger des devises par la bourgeoisie, opérations qui contribuent considérablement à alourdir la dette.

La bourgeoisie latino-américaine, pour ne pas dire de l'ensemble du tiers-monde, constituera-t-elle dans les faits ce front unique pour l'annulation de la dette réclamée par Fidel Castro ? C'est peu probable. Comme le démontre l'exemple de l'OPEP, des conditions de crise accentuent la concurrence entre capitalistes, tant dans les pays impérialistes, qu'entre puissances impérialistes ou entre puissances impérialistes et pays dépendants, qu'au sein même du tiers-monde. La bourgeoisie latino-américaine — comme la bourgeoisie indienne — essaiera de monnayer la pression des masses qu'elle subit, ainsi que la proposition de Fidel Castro, pour faire chanter l'impérialisme : « Rééchelonnez la dette, donnez-nous de nouveaux crédits, sinon, nous suivrons les propositions cubaines ! » Tout cela fait partie de la gigantesque partie de bras de fer actuellement engagée, et dont personne ne peut prévoir le résultat exact.

Un nombre croissant d'engagements ne seront pas tenus. Un nombre croissant de dettes venues à échéance seront purement et simplement prorogées. Proroger *ad infinitum* n'est pas très différent d'an-



En Asie, les paysans s'efforcent de cultiver le moindre lopin de terre. (DR)

nuler. C'est pourquoi, répétons-le, la véritable bataille porte sur les intérêts, sur le service de la dette, plutôt que sur le principal.

L'interdépendance entre la bourgeoisie des pays semi-coloniaux et dépendants d'une part, et la bourgeoisie impérialiste d'autre part, n'est pas purement économique et financière. Elle est aussi politique et militaire. Devant la révolution qui monte dans de nombreux pays du tiers-monde, l'impérialisme reste le grand protecteur, la dernière ligne de défense des classes possédantes autochtones. Ce n'est pas seulement vrai en Amérique centrale, dans les pays arabes, en Afrique du Sud, dans la péninsule indienne, aux Philippines, en Corée du Sud. C'est vrai dans tous les pays.

A l'inverse, l'impérialisme n'a plus les ressources suffisantes pour gouverner directement le tiers-monde. Il dépend de la consolidation relative de relais bourgeois régionaux et locaux. Si le système bancaire international s'effondre, ce ne serait pas seulement un coup mortel pour les métropoles, mais un coup tout aussi mortel pour les classes possédantes du

tiers-monde. Si la révolution s'étend en Amérique centrale et pénètre au Mexique, elle frappera directement à la porte des Etats-Unis.

De là les efforts désespérés des uns et des autres pour avancer à tâtons, de compromis en compromis, de renégociation en rééchelonnement, de sauvetage de telle banque menacée au sauvetage de telle autre, car il y va du sort de toute la bourgeoisie internationale.

Mais c'est bien à tâtons que doit opérer la bourgeoisie, car elle ne contrôle pas toutes les pièces de la mécanique. L'interdépendance reste une interdépendance soumise à cette loi d'airain du monde bourgeois : la crise affaiblit les faibles davantage que les forts, elle accentue les écarts de richesse (de pauvreté) et de puissance, elle ne tend pas à éliminer mais plutôt à accentuer les rapports de domination et de dépendance. Et, surtout, la bourgeoisie est de moins en moins en mesure de contrôler les actions et les réactions des masses populaires. ■

Ernest MANDEL,  
1er mars 1986.

# Acquis et contradictions de la situation économique

**N**OUS avons publié dans le dernier numéro d'*Inprekor* la lettre ouverte au président de la République nicaraguayenne, adressée à Daniel Ortega par diverses personnalités connues pour leur engagement en faveur des droits de l'homme en Tchécoslovaquie.

Ce document était accompagné d'une analyse de cette

Jean-Pierre RIEL

Au lendemain de la victoire révolutionnaire du juillet 1979, la confiscation des entreprises et des biens fonciers du dictateur déchu Anastasio Somoza et de ses fidèles donne naissance au secteur nationalisé sous l'appellation d'« Area de Propiedad del Pueblo » (secteur de propriété du peuple, ndlr.). Celui-ci inclut également le système financier, les assurances et l'ensemble des ressources naturelles. Parallèlement, un secteur coopératif est impulsé pour l'essentiel au niveau de la petite et moyenne production agricole (1).

La nécessité du maintien d'un important secteur privé est également affirmée par les dirigeants sandinistes. De profondes transformations lui sont imposées : les formes les plus archaïques d'exploitation sont abolies, une participation active des travailleurs à la vie des entreprises s'instaure, tandis qu'est encouragé le développement de l'organisation syndicale. Par le biais du crédit, des contrats de production, de la fixation des prix d'achat et des salaires et partiellement du commerce extérieur, l'Etat se donne les moyens d'un contrôle indirect de ce secteur privé.

## LE CHOIX DES SANDINISTES FACE AUX CONTRAINTES ÉCONOMIQUES

Six ans plus tard, en juillet 1985, le dirigeant sandiniste et ministre de l'intérieur du gouvernement du Nicaragua Tomas Borge déclarait à propos de ce système particulier d'économie mixte : « Plus que le produit d'une volonté propre, ce fut une réponse obligée, d'abord tactique, puis stratégique (...) à une exceptionnelle combinaison de facteurs adverses » (2).

Impératifs de la reconstruction à l'issue de la guerre civile, poids de l'environnement géopolitique (dans l'arrière-cour des Etats-Unis), effets de la dépendance et du sous-développement encore aggravé par quatre décennies de régime dictatorial : aux yeux des Sandinistes, avancer dans le sens d'une étatisation rapide et généralisée de l'économie ne pouvait être sérieusement envisagé.

prise de position, le tout faisant partie d'un dossier sur le Nicaragua à paraître dans le numéro 2 d'*Inprekor* en tchèque qui sera bientôt disponible.

Ce dossier sur le Nicaragua contenait aussi un article d'analyse sur l'évolution de la situation économique dans ce pays. C'est ce texte que nous reproduisons ci-dessous.

Si quelques unes des entreprises nouvellement nationalisées — là où le capital était déjà concentré et le rapport salarial développé — pouvaient constituer des pôles de modernisation et d'accumulation, cela était loin de suffire à assurer les fondements d'une nouvelle stratégie de développement. Comment, dès lors, trouver rapidement des substituts à l'agro-exportation traditionnelle dont les deux tiers sont concentrés sur trois produits : sucre, café, coton ? Ce secteur fournit à lui seul 75 % des recettes d'exportation et dégage 80 % du surplus accumulable, il occupe 45 % des terres cultivées et représente plus du tiers du capital et de l'investissement productif.

Une reconversion rapide et à grande échelle de ce secteur économique ne pouvait qu'impliquer des risques de désorganisation et d'appauvrissement : ni l'économie paysanne, ni l'industrie embryonnaire, ni les activités de service n'étaient en mesure de dégager à échéance prévisible, un surplus équivalent. En réalité, seul le financement extérieur pouvait assurer le supplément de ressources indispensables à court et moyen terme.

C'est dans ce contexte que les sandinistes ont fait le choix d'accepter deux contraintes majeures qui, depuis, ont lourdement pesé sur le rythme et la nature des transformations entreprises : le remboursement de la dette extérieure et le maintien en l'état des grands domaines terriens privés aux activités essentiellement agro-exportatrices.

Rompre d'emblée avec le marché mondial en dénonçant isolément la dette accumulée par Somoza équivalait à se priver de toute source de financement, hormis celle — aux limites connues eu égard aux besoins — de l'Union soviétique et de ses alliés. A court terme, isolement politique et effondrement économique auraient alors été inévitables.

Démanteler rapidement les grands domaines agro-exportateurs signifiait se priver des seules ressources en devises disponibles, prendre l'initiative d'une rupture de l'alliance née au cours de la lutte contre la tyrannie avec la bourgeoisie anti-somoziste, précipiter de nouveaux affrontements sociaux.

Aujourd'hui le secteur nationalisé réalise environ 40 % du Produit intérieur brut (PIB) et le secteur privé de grande et moyenne propriété (dite capitaliste ou latifundiste) environ 30 %. Mais si l'on y ajoute la petite propriété et les coopératives, ce dernier assure toujours 60 % de la production.

## LA RECHERCHE D'UNE « ALLIANCE PRODUCTIVE »

Le secteur coopératif reste encore extrêmement minoritaire : les coopératives agricoles de production représentaient à la fin de 1985 un peu moins de 10 % des terres cultivées. Dans l'industrie et le commerce, son existence est toujours embryonnaire.

Malgré ce développement jusqu'alors limité, le secteur coopératif constitue pour le long terme un axe stratégique. Dans l'agriculture, l'objectif est qu'il devienne la forme dominante de l'économie paysanne.

Ces contours de l'économie mixte se sont dessinés progressivement. Bien plus en fonction des contraintes économiques et politiques du moment que d'un quelconque modèle théorique. Selon les déclarations répétées des dirigeants nicaraguayens, l'économie mixte ne saurait être considérée comme une étape sur la voie d'une collectivisation intégrale de l'économie. Elle est au contraire une tentative d'association durable dans le cadre d'une « alliance productive » avec la partie la plus dynamique économiquement, la plus ouverte politiquement et socialement, du secteur privé de la bourgeoisie. Elle est à la fois la traduction d'une volonté politique de maintien d'un cadre qui a historiquement contribué à accélérer la chute de la dictature somoziste et l'ins-

1. Pour une analyse détaillée de ce secteur coopératif agricole, se reporter au document intitulé « Les coopératives agricoles au centre de la réforme agraire » publié dans *Inprekor* numéro 182 du 22 novembre 1984.

2. Tomas Borge tenait des propos identiques dans une interview à la revue nicaraguayenne *Pensamiento propio* que nous avons reproduit dans *Inprekor* numéro 203 du 23 septembre 1985.

trument d'une tentative originale de lutte contre le sous-développement.

Pour le commandant de la révolution et ministre de la réforme agraire Jaime Wheelock, cette coexistence entre un pouvoir révolutionnaire et une bourgeoisie « productive » est possible : « *Sur ce plan, nous devons vérifier s'il est possible que la bourgeoisie se contente de produire, qu'elle se cantonne à son rôle de classe productive, c'est-à-dire qu'elle s'en tienne à l'exploitation de ses moyens de production, qu'elle les utilise pour en vivre, et non comme instruments de pouvoir et d'oppression. Je pense que c'est possible au Nicaragua (...) Je crois que dans les conditions qui sont celles des pays du tiers monde, (...) il est possible de trouver des schémas d'organisation sociale dans lesquels une hégémonie révolutionnaire maintient des modes de production et des noyaux de rapports de production qui ne sont pas dominants mais subordonnés* » (3).

## DEUX RÉUSSITES INCONTESTABLES, DEUX ÉCHECS FLAGRANTS

L'ampleur prise par l'agression militaire nord-américaine au cours des trois dernières années rend difficile une appréciation des résultats obtenus par cette orientation. Elle se conjugue désormais avec l'embargo économique décrété par Ronald Reagan et avec les effets de la crise internationale pour asphyxier économiquement le Nicaragua et empêcher la révolution d'accomplir son programme, d'assurer le développement du pays.

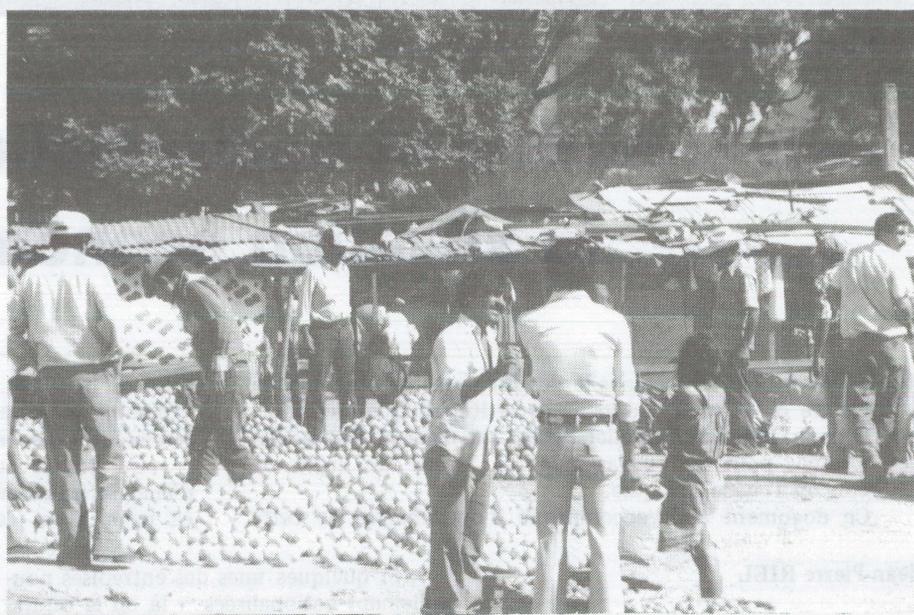
La moitié du budget de l'Etat doit être consacré aux dépenses pour la défense et, en 1985, le service de la dette extérieure a représenté plus de la moitié des revenus des exportations : bien que demeurées constantes en quantité physique celles-ci ont décliné en valeur calculée en dollars (4).

En extension croissante, les zones de guerre s'étendent maintenant à des régions économiquement vitales : le Nord, où se réalise une bonne partie de la production vivrière, et le Centre, producteur de café et de viande.

Compte tenu de ces contraintes, on peut cependant noter deux réussites économiques incontestables et deux échecs flagrants.

Réussite, la réforme agraire qui progresse lentement mais dans de bonnes conditions (productions plus diversifiées, meilleure productivité) hors des zones de guerre.

Réussite, la réorientation des flux d'échange commerciaux et financiers internationaux : nouveaux fournisseurs et nouveaux débouchés ont été trouvés à la fois dans les pays du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM ou COMECON), en Europe occidentale et parmi les pays du tiers-monde (Moyen-Orient et Amérique latine). S'agissant du financement extérieur, la dette est désormais répartie entre les institutions internationales, les pays d'Europe occidentale, le CAEM et les pays producteurs de pétrole. Mais l'usage, maintenant systématique,



Sur le marché de Matagalpa. (DR)

par les Etats-Unis de leur droit de veto dans les organismes multilatéraux entrave toute négociation financière.

Au nombre des échecs compte la relance de l'activité industrielle qui, privée de ses débouchés traditionnels avec l'effondrement du marché commun centro-américain et paralysée par la vétusté de l'appareil productif, a échoué. Bien que l'industrie n'occupe guère plus de 14 % de la population active, cet échec explique largement la stagnation de l'emploi productif dans les villes, en particulier à Managua (5).

Echec, surtout, le contrôle de la distribution du commerce et de la spéculation. Ses implications économiques, sociales et politiques obligent à l'analyser plus en détail.

## LE COUT DE LA GUERRE : SES EFFETS SUR LE NIVEAU DE VIE DES MASSES

Au cours des deux premières années du pouvoir révolutionnaire, l'ampleur des tâches de reconstruction les plus urgentes a permis une croissance supérieure à celle du reste de l'Amérique centrale. Les détenteurs des moyens de production, les grands propriétaires terriens, ont vu leurs revenus garantis à la condition d'accepter leur déposition du pouvoir politique. Par contre, le niveau de vie des fractions les plus pauvres de la population

s'élève qualitativement et quantitativement. La base sociale de la révolution fut la première à en bénéficier grâce aux efforts importants faits dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'approvisionnement.

De 1981 à 1983, les premiers coups portés par le gouvernement des Etats-Unis obligèrent le gouvernement révolutionnaire à un changement brutal en matière d'importation. Seules celles jugées prioritaires au regard des exigences du développement économique furent maintenues. Les couches moyennes dont le type de consommation entraînait l'achat de nombreux biens importés furent les plus sévèrement touchées. Par contre, le niveau de vie global des masses fut préservé. Les prix des éléments constitutifs du « panier de base » de l'alimentation furent maîtrisés.

Pour parvenir à ce résultat, un système de subventions en faveur de ces produits de base fut mis en place, ce qui diminuait d'autant leur prix à la consommation. Ces subventions étaient appliquées pour tous, dans tout le Nicaragua, pour une quantité limitée de produits par habitants. Il pouvait dès lors être moins onéreux pour un paysan de s'approvisionner ainsi, les prix de vente étant parfois inférieurs aux coûts de production. A partir de 1984, le coût croissant de la guerre et ses effets sur la situation économique ne permettent plus de pré-

3. Jaime Wheelock est l'un des neuf membres de la direction nationale du FSLN. Il dirige l'Institut national de la Réforme agraire (INRA) depuis sa création dans les premiers jours qui ont suivi le renversement de Somoza, et il cumule cette responsabilité avec celle de la direction du ministère du Développement agricole et de la réforme agraire. Dans un livre intitulé « Entre la crisis y la Agression : la Reforma agraria sandinista », Wheelock synthétise les objectifs principaux de la transformation agraire réalisée au Nicaragua. *Inprecor* numéro 186 du 17 décembre 1984 a publié quelques extraits de cet ouvrage.

4. L'armée populaire sandiniste doit maintenir 50 000 personnes sous les drapeaux, soit 11,6 % de la main-d'œuvre urbaine et rurale

salariée. L'Agence nueva Nicaragua (ANN) note dans son bulletin hebdomadaire d'informations publié à Paris en date du 8 mars 1986 que « de source non officielle, la défense nationale absorberait 70 % du budget de l'Etat. L'agression américaine multiforme, militaire, commerciale et financière aura coûté au Nicaragua en 1985, selon les calculs officiels, 608 millions de dollars soit 26,1 % du Produit intérieur brut ».

5. « Alors que la part du secteur primaire et du secteur secondaire a respectivement représenté en 1985, selon les chiffres du secrétariat de la planification et du budget, 25,1 % et 17,3 % du PIB, celle du secteur tertiaire a atteint 47,6 %, ce qui illustre le poids qu'ont atteint ici les activités improductives » (Agence nueva Nicaragua, Paris, 8 mars 1986).

server le niveau de vie des masses populaires. La baisse du pouvoir d'achat du salaire minimum fut évaluée cette année-là à 30 %.

Les mesures économiques prises début 1985 amplifient cette tendance. Les subventions aux produits de base, trop lourdes pour le budget, durent être progressivement supprimées (6). Il en a découlé un renchérissement de leur prix. Dans la mesure où les dépenses pour ces produits constituent une part importante du budget des familles aux revenus modestes, ce sont les secteurs les plus pauvres de la population qui ont eu à supporter les conséquences de ces mesures.

Il était prévu d'augmenter simultanément le salaire des travailleurs productifs et d'ouvrir des centres d'approvisionnement réservés à eux seuls. Les salaires ont certes été augmentés mais à un rythme nettement inférieur à celui de la hausse des prix. Quant aux centres d'approvisionnement, leur création et leur fonctionnement répondent trop souvent à des critères administratifs fort éloignés des exigences de la vie quotidienne.

### COMPROMIS ET INÉGALITÉS

Cette détérioration du niveau de vie de la population est d'autant plus préoccupante qu'elle n'affecte pas de la même façon toutes ses couches.

À Managua, aucun des problèmes liés à l'économie informelle — ce secteur parallèle de l'économie concernant surtout les échanges et le commerce — n'est en voie d'être résolu (7). Toute une partie des couches impliquées dans ce secteur profite de l'inflation et utilise les difficultés d'approvisionnement pour stocker et spéculer.

Il ne s'agit pas seulement de pratiques marginales de secteurs bourgeois

aisément repérables, mais d'un problème aux racines multiples et profondes.

S'accroissant au rythme de 6 % l'an, notamment du fait de l'exode rural, la population de Managua atteint maintenant le million d'habitants, ce qui représente un tiers de la population totale du pays. Or, le nombre d'emplois productifs, nous l'avons vu, est stable. L'augmentation non contrôlée de la population urbaine gonfle donc le pourcentage de ceux qui se consacrent d'une manière ou d'une autre à l'économie informelle.

Il est estimé que plus de la moitié de la population active de la capitale travaille à son propre compte comme vendeur ambulant, artisan ou petit prestataire de service. Le décalage entre ce secteur et celui des travailleurs productifs est tel qu'un vendeur ambulant de glaces peut espérer gagner trois fois le salaire minimum officiel.

Face aux conditions chaque fois plus difficiles qu'impose l'agression nord-américaine, l'origine des inégalités les plus flagrantes réside toutefois dans les compromis jugés nécessaires par la direction sandiniste pour maintenir le système d'économie mixte.

Dépossédés du pouvoir politique, du contrôle de l'appareil d'Etat, les secteurs bourgeois anti-somozistes, à quelques exceptions près, se sont rapidement refusés à collaborer positivement, activement, à la reconstruction du pays, à entrer loyalement dans cette « alliance pour la production » qui leur était proposée.

Depuis 1980, le secteur privé nicaraguayen a reçu une part plus importante (54 %) des crédits gouvernementaux que le secteur public (46 %). Certaines entreprises ont bénéficié, et continuent à bénéficier, d'avantages fiscaux substantiels et même de subventions en dollars. Or, au cours de cette période, la grande

majorité des investissements productifs ont été réalisés par le secteur public.

Profitant de l'efficacité réduite des moyens de contrôle mis en place par l'Etat — et cela dans une large mesure à cause de la guerre —, nombre de bénéficiaires de ces crédits les ont injectés dans des circuits spéculatifs. Fréquemment, lorsque cet argent n'a pas abouti à l'étranger, il a été gaspillé sous forme de consommation immédiate, en particulier de produits importés en contrebande, contribuant ainsi à la prospérité et au gonflement de l'économie informelle.

### LES CONDITIONS D'UNE NOUVELLE MOBILISATION POPULAIRE

Le coût de ce comportement parasite et saboteur — quotidiennement encouragé « au nom de la liberté » par le quotidien *La Prensa* ou des stations radiophoniques indépendantes comme Radio Católica — se cumule avec celui de l'effort de défense. Il est chaque fois plus insupportable, économiquement, mais aussi socialement et politiquement.

C'est la population laborieuse, rurale et urbaine, qui doit pour l'essentiel en supporter la charge.

Jusqu'alors, la direction sandiniste a surtout fait appel à sa conscience politique, invoquant les périls qui menaçaient la révolution et ses acquis fondamentaux. Parallèlement, elle ne ménageait pas ses efforts pour obtenir de la bourgeoisie une attitude enfin constructive.

Les choix faits en faveur du pluralisme politique et syndical ne sont pas remis en cause. Ils contraignent le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) à se porter au premier rang pour fournir les explications, convaincre de son orientation et favoriser le développement du mouvement de masse en permanence.

Mais une révolution ne peut longtemps demander à ceux qu'elle reconnaît comme sa force sociale motrice, à ceux qui constituent sa base sociale, d'accepter, comme c'est le cas, la chute de leurs revenus réels et une détérioration croissante de leurs conditions d'existence sans que des sacrifices ne soient par ailleurs imposés aux propriétaires et entrepreneurs privés qui spéculent.

Ce n'est que sur la base de nouvelles avancées dans cette direction que se dissipera la « confusion dans l'esprit des masses à propos de l'économie mixte », déplorée par Tomas Borge lui-même (8). ■

Jean-Pierre RIEL,  
6 février 1986.

Pour le 50e anniversaire de la mort de Sandino. (DR)



6. Cf. *Inprecor* numéro 203 du 23 septembre 1985.

7. Sur l'importance du secteur informel se reporter à *Inprecor* numéro 203 du 23 septembre 1985.

8. Cette appréciation a été formulée par Tomas Borge notamment dans une interview à la revue *Pensamiento propio* dont nous avons reproduit des extraits dans *Inprecor* numéro 203 du 23 septembre 1985.

# "Plus un paysan sans terre"

**A**U début de l'année 1986 a été adoptée une nouvelle loi de réforme agraire (cf. encadré). Celle-ci enregistre des modifications de la répartition de la terre initiées en pratique dès 1985 et permet de les approfondir. Lors des nouvelles assemblées de paysans pauvres qui reçoivent des terres, deux mots d'ordre dominant : « *Au Nicaragua, il ne restera plus un paysan sans terre* » et « *Nous voulons la terre et des fusils pour produire et combattre* ». Par ailleurs, l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG) prépare sur ce thème un premier congrès national paysan qui doit avoir lieu

les 25 et 26 avril prochains à Managua.

Le ton est donné. Défense de la révolution contre l'effort militaire de la contra — qui attend une aide de 100 millions de dollars de Reagan — et accès à la terre pour des milliers de familles sont les deux facettes de l'action menée par la direction révolutionnaire sandiniste.

Nous reproduisons sur cette question l'article paru dans *La Brèche*, organe du Parti socialiste ouvrier (PSO), section suisse de la IVE Internationale, du 29 mars dernier. ■

Charles-André UDRY

La réforme agraire se trouve au centre des transformations sociales et politiques au Nicaragua. Ne serait-ce qu'à cause de la place occupée par l'agriculture : 50 % de la population active y est regroupée, la production agricole représente 80 % du volume produit dans le pays ; quatre cinquièmes des exportations sont agricoles.

La réforme agraire ne recouvre pas seulement les formes de redistribution de la terre (lopin individuel, coopératives, fermes d'Etat) mais aussi l'accès de la population rurale à des services (santé, éducation, appui technique). Enfin, la conquête de la dignité : « *Pouvoir fouler le parquet de la banque sans se faire mettre dehors immédiatement* », « *Oser discuter des prix sans se faire réprimer* », voilà comment cette grande transformation apparaît à un petit agriculteur.

## EXPROPRIER L'USURPATEUR

Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), dès la prise du pouvoir en juillet 1979, a opté pour une voie originale dans l'application de la réforme agraire. Ceci pour diverses raisons : le type d'alliance forgée dans la lutte contre Somoza (participation de moyens paysans et de paysans capitalistes) ; le rôle des moyens paysans et des petits paysans capitalistes dans la production de produits d'exportation (café, coton) ; les impératifs de la reconstruction pour un pays dévasté par la guerre civile et l'urgence de s'assurer un effort productif de ces couches de producteurs exportateurs ; la pénurie de cadres et de moyens techniques ; la nécessité d'obtenir une aide financière multilatérale pour éviter un étranglement financier trop rapide de la part de l'impérialisme ; le bilan des difficultés rencontrées par d'autres réformes agraires. Enfin, le FSLN savait qu'une contre-offensive militaire serait lancée par les Etats-Unis. Elle le fut dès 1982.

Ainsi, dans un premier temps, seuls les biens de Somoza et de son clan sont confisqués. Ils passeront à l'Aire de Propriété du Peuple (APP), ce qui équivaut à une étatisation. Les biens des somozistes se concentraient dans la production

de sucre, de riz, de tabac et dans l'élevage extensif. Cette première mesure représente donc un coup porté aux très grands propriétaires (latifundistes), souvent non résidents.

Par contre, les capitalistes restent très puissants dans la production du café, du coton et dans l'élevage intensif, qui sont des sources importantes de devises.

Le gouvernement sandiniste va faciliter l'accès au crédit, y compris aux grands producteurs. Il abaisse le prix de la location des terres en faveur des différents types de fermiers, métayers. Il prend le contrôle de l'exportation des produits agricoles et organise un certain réseau d'approvisionnement pour les paysans. Simultanément, il encourage l'organisation des paysans pour défendre leurs intérêts, tout d'abord au sein d'une organisation commune, puis, les travailleurs agricoles disposeront de leur Asso-

*Des paysans montrent leur titre de propriété de la terre. (DR)*



ciation des travailleurs de la campagne (ACT) et les petits et moyens paysans de l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG), dès mai 1981 (1).

## CAPITALISTES « PATRIOTES » ET COOPÉRATIVES

En juillet 1981, est promulguée la première loi de réforme agraire. Parmi ses objectifs, il s'agit de s'attaquer aux propriétaires importants qui n'ont pas une production suffisante. Cette loi permettra de confisquer les terres laissées en friche par ceux qui possèdent plus de 350 hectares sur la côte Pacifique et plus de 750 hectares sur la côte Atlantique. Ces surfaces expropriées accroîtront le stock de terres distribuées aux coopératives de production et à celles de services et de crédits (qui ne produisent pas en commun, mais coopèrent pour la réception d'assistance technique et de crédits).

Ainsi le Nicaragua se retrouve avec une structure agraire où la propriété d'Etat est minoritaire. Cependant, autour de cette APP se développent de grands projets agro-industriels, qui n'ont toutefois pas toujours donné les résultats escomptés.

A ses côtés, prend forme un secteur associatif. A la fin de 1985, ces coopératives, occupent 19 % de la terre, à égalité avec l'APP. Reste un secteur privé fort et hétérogène, où les petits et moyens paysans (moins de 140 hectares) occu-

1. L'UNAG compte 124 000 membres qui produisent 65 % du café, 68 % de la viande, 60 % du coton, 83 % du maïs, 98 % des haricots et la totalité de la production de légumes du pays. Ce syndicat rassemble des petits agriculteurs individuels ou organisés en coopérative, des moyens propriétaires, dont certains emploient des salariés agricoles, et quelques importants propriétaires capitalistes. A cet égard, l'année dernière, des planteurs de coton de la région de Chinandega, auparavant organisés dans le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), ont rejoint l'UNAG. Tout en maintenant cette unité au nom de l'« alliance productive », l'UNAG entend surtout agir en défense des intérêts des petits paysans. C'est ce qu'il ressort des propos du président de l'UNAG, Daniel Nunez, qui affirma fin janvier : « *L'UNAG doit être les yeux, le cœur des paysans les plus pauvres et une force infatigable agissant dans leur intérêt (...) Nous voulons que cela soit clair une fois pour toutes, notre force principale réside dans les coopératives et parmi les petits producteurs* ».

pent 38 % des terres et les grands (plus de 140 hectares) 24 % (2).

Dès 1983, le pouvoir sandiniste, surtout dans l'Est et le Nord du pays, accélère la remise de titres de propriété aux paysans pauvres. Souvent, il n'a fait qu'entériner des occupations « sauvages ». De 1981 à fin 1985, la distribution de terres sous formes diverses (coopératives, propriété individuelle ou communautaire ethnique) a profité à 47 000 familles dans la zone du centre (Matagalpa, Esteli, Chontales, etc.), à 20 000 familles dans la zone du Pacifique (Léon, Managua, Masaya, etc.), et à 8 400 autres dans la zone atlantique (Zelaya, Rio San Juan, etc.) (3).

## LA TERRE ET LE FUSIL

La loi sur la réforme agraire de 1981 devenait un véritable obstacle devant la pression des paysans pauvres et des travailleurs agricoles pour avoir accès à la terre. Elle pouvait mettre en péril la défense de la révolution, en érodant la base paysanne du pouvoir (4).

La nouvelle loi, résultat d'expériences effectuées dans diverses régions (entre autres Masaya), supprime la limite

des 350 et 700 hectares au-dessus de laquelle pouvait être effectuée la confiscation des terres non cultivées. En effet, nombreux sont les propriétaires ne disposant pas de ces surfaces et laissant dépérir une partie de leur domaine.

Dorénavant les terres des grands propriétaires qui ne développent pas un plan de production plus ou moins efficace pourront être expropriées. Dans certains cas sans indemnisation, dans d'autres avec une indemnisation prenant la forme de Bons de la réforme agraire. Le montant de ces indemnisations est calculé sur la base des déclarations fiscales des trois dernières années. Les fraudeurs reçoivent ainsi la monnaie de leur pièce !

2. Chiffres donnés par le ministère de la Réforme agraire (MIDINRA) à la fin de l'année 1985 et cités dans *Inforpress Centroamericana* du 30 janvier 1986. L'évolution de la structure agraire depuis la victoire sandiniste est très nette. En 1978, d'après une étude du Centre de recherche et d'études de la réforme agraire (CIERA), la terre agricole disponible était entièrement privée et plus de la moitié de cette surface (52 %) correspondait à de grandes propriétés. Ce secteur a été réduit de 60 % entre cette date et la fin 1985. Suivant des données statistiques reproduites dans le bulletin de l'Agence Nueva Nicaragua (ANN), publié à Paris, du 22 mars 1986, les grands domaines

L'affectation des terres se fera dans l'ordre suivant : aux fermiers et métayers, aux paysans sans terre ou ne disposant pas d'une surface adéquate pour leur subsistance, aux paysans des coopératives, aux familles ayant perdu des parents dans les combats contre la contra. Les travailleurs agricoles, employés sur des fermes d'Etat, réclament aussi des lopins pour leur autoconsommation. Des « terres suffisantes » seront mises à disposition des Miskitos, Sumos, Ramas et autres ethnies de la côte atlantique.

Plusieurs raisons expliquent cette nouvelle étape de la réforme agraire.

Soit « spontanément », soit parce que le gouvernement les a déplacés, quel-

agro-pastoraux ne représentaient en 1985 plus que 11 % de la superficie cultivée du pays et n'en représenteront plus que 9,5 % en 1986. D'un autre côté, les petits propriétaires de moins de 7 hectares, qui se partageaient 2 % du sol avant 1979, en ont 30 % aujourd'hui.

3. Depuis 1981, la réforme agraire a permis la distribution de plus de 2 millions d'hectares à 83 167 familles. 490 propriétaires ont été touchés par ces expropriations.

4. Les dirigeants sandinistes affirment d'ailleurs que la loi de 1981 « n'était plus fonctionnelle », notamment pour répondre aux demandes de terres des 40 000 familles paysannes qui n'en ont pas ou pas assez.

## La nouvelle loi de réforme agraire

*Les considérants de la nouvelle loi de réforme agraire, qui a été publiée dans Barricada du 13 janvier dernier, précisent entre autres :*

« Il est absolument nécessaire d'impulser une transformation profonde des structures agraires héritées du régime antérieur, de telle manière que soient établies les conditions pour avancer vers des formes supérieures d'organisation de la production et que soit garantie aux paysans et ouvriers agricoles une constante amélioration matérielle et culturelle » (...)

« Il est nécessaire de dépasser les formes de rentes, et les formes de propriétés et d'exploitation extensives de la terre, inefficaces, qui constituent un obstacle au développement et au progrès ; ainsi que d'éliminer l'exploitation inique du travail paysan sous les modalités de "mediería, aparcería, colonato" (1) et d'autres formes similaires » (...)

« La confiscation des terres usurpées par le somozisme et les autres mesures agraires adoptées par le Gouvernement révolutionnaire constituent un premier pas de la réforme agraire qu'il est nécessaire d'élargir et d'approfondir ».

« La participation active des paysans et des ouvriers agricoles dans l'application de cette loi de réforme agraire, dans la gestion des entreprises et coopératives et dans les organismes et instances de décisions de la politique agricole, est nécessaire ».

*L'article premier de cette loi* « garantit la propriété de la terre à tous ceux qui la travaillent de manière productive et efficiente ». Elle définit les catégories de propriété visées comme suit : « les propriétés à l'abandon, les propriétés inoccupées, les propriétés insuffisamment exploitées, les terres en location ou cédées sous quelque autre modalité, les terres qui ne sont pas directement travaillées par leurs propriétaires mais par des paysans sous des conditions de métayage comme "mediería, aparcería, colonato et precarismo" (2), ou d'autres formes d'exploitation paysanne, ainsi que par des coopératives ou des paysans organisés sous quelque modalité associative que ce soit. Les seules exceptions concerneront les cas où le propriétaire de la terre possède moins de 50 manzanas dans les Régions, II, III et IV ou moins de 100 manzanas dans le reste du pays (...) » (3).

*Les formes d'indemnisation sont définies dans le chapitre V de la nouvelle loi sur la réforme agraire qui précise :*

« Les terres et autres biens expropriés seront indemnisés au moyens de Bons de la réforme agraire, dont le montant, la forme, les intérêts et les conditions seront définis par le règlement de la présente loi. Dans les cas d'abandon des terres ou de non culture de celles-ci, l'indemnisation n'est pas envisagée (...) »

*Les terres seront redistribuées dans un ordre de priorité défini par l'article 26 du chapitre VI de cette loi :* « Aux paysans "medieros, colonos et precaristas" ou aux coopératives et aux paysans organisés sous d'autres formes d'association de production, qui travaillent ces terres au moment de leur distribution. L'attribution dans ces cas pourra se faire sur les mêmes terres ou sur des terres de meilleure qualité. A d'autres paysans sans terre, ou à des paysans ayant des terres insuffisantes et de mauvaise qualité, qui vivent principalement des travaux agricoles ou qui s'organisent en coopératives dans le but de recevoir des terres, ainsi qu'aux coopératives déjà constituées et qui possèdent des terres de mauvaise qualité ou insuffisantes. Aux producteurs individuels ou aux unités familiales qui offrent la garantie d'un usage efficace. Dans ce cas, comme dans ceux auxquels il est fait référence dans le chapitre précédent, il sera donné la priorité aux familles des héros et martyrs ainsi qu'aux combattants de notre guerre de libération et de défense de la patrie. Aux entreprises d'Etat de la réforme agraire déjà constituées ou en voie de constitution (...) ». ■

1. « Mediería » est une forme de métayage dans laquelle le paysan donne la moitié de sa récolte au propriétaire en contrepartie de l'utilisation d'une parcelle de terre. Ce système peut s'ajouter d'une redevance en travail gratuit auprès du propriétaire. « Aparcería et colonato » sont deux formes similaires d'exploitation paysanne dans lesquelles l'agriculteur reçoit un logement et une petite parcelle de terre pour ses besoins d'auto-subsistance en contrepartie d'un travail salarié sur la propriété du latifundiste.

2. « Precarismo » définit la situation des paysans qui travaillent sur des terres communales ou d'Etat sans titre légal de propriété.

3. Les nouvelles limites pour les expropriations sont désormais fixées à 35 hectares pour la région de la côte Pacifique et 70 hectares dans le reste du pays.

ques 250 000 paysans ont quitté les régions les plus touchées par la guerre. La revendication de la terre ne pouvait que se faire plus forte. Laissée sans réponse, elle risquait de désorganiser encore plus l'effort productif reposant sur cette alliance entre l'APP, les coopératives et le secteur privé multiforme.

Si des terres ne sont pas distribuées, l'afflux des paysans vers les villes — avant tout Managua — ne fera qu'augmenter. Il accroîtra encore plus les pénuries en biens et services et diminuera l'effort productif agricole.

Selon le ministre de l'Agriculture, Jaime Wheelock, la réforme agraire n'a pas encore répondu aux problèmes pressants de 20 % de la population paysanne qui ne possède pas de terre ou en manque gravement.

La distribution de la terre — et des fusils pour la défendre — est un facteur social et politique du combat contre ceux qui, de l'intérieur ou de l'extérieur, veulent étrangler la révolution.

Les propriétaires qui ont reçu de généreux crédits du système financier national et en ont profité pour exporter leurs capitaux, ou les gaspiller, doivent être sanctionnés (5).

La réforme agraire nicaraguayenne s'effectue au sein d'une économie de guerre qui consacre une part importante du budget à l'effort militaire. Cela complique ce qui l'est déjà par définition : transformer les campagnes.

Cette nouvelle loi sur la réforme agraire n'est donc qu'un élément pour résoudre la difficile équation : changer les rapports de production et de propriété dans l'agriculture, selon des rythmes et des modalités assurant le maintien et la croissance de la production, tout en rendant ce processus compatible avec l'appui de paysans moyens à la révolution sandiniste. Et ceci en renforçant l'alliance des travailleurs (agricoles et industriels) avec de larges couches de la paysannerie, dans un contexte où l'aide technique et industrielle à l'agriculture demeure très faible (6).

Charles-André UDRY,  
29 mars 1986.

5. A cet égard, le président de l'UNAG, Daniel Nunez, a proposé à cette organisation de s'opposer au paiement en dollars des primes à l'exportation que perçoivent les agriculteurs. Ces devises vont en effet en quantités importantes vers les plus gros producteurs. Nunez argumenta que ces paiements devraient être effectués en cordoba, la monnaie nationale, et que le gouvernement devrait conserver les dollars pour les utiliser à la réalisation d'infrastructures, de projets sociaux, ou pour l'importation de matériel agricole.

6. Touchant du doigt le problème des rapports entre la ville et la campagne, le commandant de la révolution, Victor Tirado, affirmait lors d'une assemblée de l'UNAG en janvier dernier qu'un des aspects de l'alliance ouvrière et paysanne consistait à « combattre les spéculateurs, et faire en sorte que l'approvisionnement atteigne son véritable destinataire, que le mouvement ouvrier crée des produits qui puissent parvenir aux paysans à un juste prix et, vice versa, que le mouvement paysan produise des aliments de base et les achemine au mouvement ouvrier à un prix équitable ».

## NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

### EL SALVADOR

#### L'unité syndicale se renforce

Le 8 février dernier a été fondée l'Union nationale des travailleurs salvadoriens (UNTS) qui réunit les principales centrales syndicales de ce pays. La constitution de l'UNTS qui a été qualifiée d'unité « la plus importante de toute l'histoire de la classe travailleuse salvadorienne » implique la Confédération des coopératives du Salvador (COACES), l'Union populaire démocratique (UPD), la Centrale des travailleurs salvadoriens (CTS), l'Association professionnelle des employés du ministère de l'Économie (AGEMHA), le syndicat enseignant ANDES-21 juin, le syndicat de la Sécurité sociale (STISS), la Fédération nationale syndicale des travailleurs salvadoriens (FENASTRAS), le Comité du 1er mai, l'Association des travailleurs des télécommunications (ASTTEL), et d'autres syndicats indépendants.

L'élément le plus important de cette unification syndicale a été la participation de l'UPD, qui est une structure créée en 1980 sous l'impulsion de la Démocratie chrétienne. L'UPD avait notamment passé une alliance électorale avec le Parti démocrate chrétien qui facilita l'avènement du gouvernement de Napoléon Duarte. Le fait que l'UPD se soit maintenant rangée clairement dans le camp du mouvement syndical revendicatif illustre ainsi l'isolement grandissant du régime. La COACES s'est constituée en juillet 1983 et certains de ses membres sont partie prenante de l'UPD. L'AGEMHA, quant à elle, dirigea la vague revendicative des travailleurs du secteur public en 1985.

C'est lors d'une Assemblée nationale pour la survie des travailleurs, qui rassembla environ 500 délégués de 100 organisations différentes, qu'il a été décidé de concentrer les forces du mouvement ouvrier et syndical dans le combat contre la politique économique du gouvernement de José Napoléon Duarte.

Au cœur de cette lutte se situe la revendication de retrait des mesures économiques annoncées par le gouvernement en fin janvier dernier et qui prévoyait entre autres la dévaluation de la monnaie de l'ordre de 100 % et l'augmentation des prix des produits combustibles et des tarifs de transport.

La « déclaration unitaire des travailleurs salvadoriens organisés en syndicats, associations professionnelles et coopératives », qui a été adoptée lors de cette ren-

contre contient en plus d'une série de critiques à la politique économique du régime, une demande adressée au gouvernement de Napoléon Duarte pour qu'il renoue le dialogue avec le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) et le Front démocratique révolutionnaire (FDR). Le document affirme que l'unité syndicale contribuera « de manière sérieuse et responsable à l'instauration de la paix au Salvador » et que l'UNTS appuiera « les efforts nationaux conduisant à un dialogue entre les parties en conflit ».

La formation de l'UNTS exprime un temps fort du processus de recomposition du mouvement de masses qui est à l'œuvre depuis le début de l'année 1985 (cf. *Inprecor* numéro 203 du 23 septembre 1985). L'assemblée réunie le 8 février a appelé à une marche nationale pour la survie des travailleurs le 21 février 1986 qui, d'après la presse locale, a rassemblé 50 000 personnes à San Salvador. ■

### SENEGAMBIE

#### Une confédération en crise

Renversé par un coup d'Etat le 30 juillet 1981, le régime corrompu de Dawda Jawara, leader du Progressive people's party (Parti populaire progressiste) et chef du gouvernement gambien, n'a dû son salut qu'à l'intervention des forces armées sénégalaises. Conçue comme une opération coup de poing destinée à rétablir rapidement Jawara dans ses fonctions, cette intervention militaire ne réussira pourtant à atteindre pleinement son objectif que le 6 août suivant, lorsque les gendarmes sénégalais, aidés de trois membres du Special air service (SAS) britannique parvinrent à libérer les personnes prises en otage par les putschistes. Il fallut alors l'intervention de 1 100 militaires sénégalais et des centaines de victimes et d'arrestations parmi la population gambienne pour mater cette rébellion (cf. *Inprecor* numéro 108 du 14 septembre 1981).

Dès lors la bourgeoisie sénégalaise et l'impérialisme s'orientèrent vers la construction d'une confédération sénégalienne pour garantir l'ordre néocolonial en Gambie, petit pays de 600 000 habitants, dont le territoire, long de trois cents kilomètres environ, plonge à l'intérieur du Sénégal.

Dénoncer cette annexion et affirmer le droit des masses gambiennes à l'autodétermination et aux libertés démocratiques est une tâche de solidarité élémentaire

pour les militants anti-impérialistes et révolutionnaires qui luttent au Sénégal. C'est cette démarche qu'illustre un récent article publié dans *Combat ouvrier* de janvier-février 1986, journal diffusé par les militants de l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), section sénégalaise de la IVe Internationale. C'est cet article que nous reproduisons ci-après.

La Confédération sénégalaise vient de fêter ses cinq années d'existence dans l'indifférence totale des populations sénégalaise et gambienne. Ces dernières n'ont en effet jamais été consultées. La confédération a été imposée à la marionnette Jawara qui ne doit encore sa présence à la tête de l'Etat gambien que grâce à la présence des forces d'occupation sénégalaises qui assurent sa sécurité.

Pour le peuple gambien, la confédération n'est rien d'autre qu'une annexion. En effet, dans tous les endroits stratégiques du pays, on note la présence des soldats sénégalais. Le Bataillon sénégalais en Gambie fait des contrôles systématiques de la population. Sur les « Ferrys » (bacs), ce sont encore des soldats sénégalais armés jusqu'aux dents, que l'on rencontre. Toutes les libertés démocratiques sont suspendues. Des opposants au régime sont exilés ou mis en prison. Aucun parti se réclamant de la classe ouvrière et du peuple travailleur n'est autorisé. La plupart des dirigeants du MOJA (Mouvement pour la justice en Afrique — section de Gambie) sont en prison ou exilés. (*Combat ouvrier* publie dans ce même numéro le programme du MOJA, ndlr.)

Depuis l'instauration de la Sénégalie en 1981, la crise n'a fait que s'accroître en Gambie. Le pouvoir d'achat des populations a dégringolé et l'on note des pénuries alimentaires régulières de riz, l'épuisement des réserves d'essence entraînant des queues de voitures devant les stations-service. Le marché noir se développe : 5 000 CFA (1 FF vaut 0,02 CFA, ndlr.) y est changé contre 60 dalasis alors que le taux officiel est de 40 dalasis (le dalasi est la monnaie gambienne, ndlr.). Cette situation fait que les populations gambiennes ont une grande réserve par rapport à la confédération et témoignent d'une hostilité envers elle comme d'ailleurs le reconnaît le chef du service de Presse du Secrétariat général à la présidence de la confédération dans une mise au point parue dans le *Soleil* (quotidien sénégalais gouvernemental, ndlr.) du 6 septembre 1985.

Cette hostilité à la confédération a même gagné les rangs de la bourgeoisie gambienne qui refuse l'intégration économique. Le Pacte signé le 14 novembre 1981 à Kaur par les présidents Dawda Jawara et Abdou Diouf devait porter sur « L'intégration des forces de sécurité et militaire, une union économique et monétaire, la coordination des deux pays dans les domaines des relations extérieures, les communications où les deux Etats s'accorderont à œuvrer dans le sens de l'unité africaine ». L'intégration des forces de répression a été totale puisque les gendarmes gambiens sont formés

à Dakar et qu'il existe un bataillon confédéral auquel la Gambie vient de verser 150 soldats (...). La bourgeoisie gambienne y est opposée (à l'intégration économique, ndlr.) car elle signifie sa mort économique, tandis que pour les populations elle signifie l'alignement des prix des denrées alimentaires sur les prix en vigueur au Sénégal et imposé par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Cela signifie pour le peuple gambien acheter le kilo de sucre à 375 CFA au lieu de 200 CFA actuellement, pour ne citer que cet exemple.

Vue la réticence des gambiens à l'union économique, le Sénégal a serré les vis au niveau des frontières. Tout se passe comme si le gouvernement du Sénégal voulait étouffer l'économie gambienne afin de l'obliger à accepter l'union économique. Les nombreuses démissions du gouvernement, du parlement gambien et du PPP, le parti de Jawara, ne sont que le reflet de la crise profonde qui traverse la bourgeoisie gambienne concernant la confédération. L'absence de Jawara de Gambie à l'occasion du Ve anniversaire de la Confédération, le fait qu'aucun discours d'un officiel gambien ne soit paru dans le *Soleil* le 1er février 1986 comme le 1er février 1985, d'ailleurs, est révélateur de la crise de la confédération. Abdou Diouf, quant à lui, veut persuader par des menaces voilées (cf. son discours du 1er février 1986) que les gambiens ont intérêt à la confédération.

Pour le peuple sénégalais, l'occupation militaire de la Gambie pèse lourd sur l'économie de notre pays. Il faut signaler que près de 80 % du budget de la confédération est entièrement consacré à l'armée pour le maintien de « l'ordre » en Gambie. L'entretien des troupes d'occupation coûte cher aux contribuables sénégalais au moment où on leur demande de se serrer la ceinture.

*Combat ouvrier* exige donc :

- retrait immédiat des troupes sénégalaises de Gambie ;
- libération de tous les prisonniers politiques gambiens et le retour des exilés ;
- respect des libertés démocratiques. ■

## MARTINIQUE

### 8% pour l'extrême-gauche aux élections régionales

*Les élections régionales du 16 mars dernier ont donné un résultat significatif pour les trois listes se situant à gauche des partis réformistes traditionnels, à savoir : celles du Mouvement pour l'indépendance de la Martinique (MIM), de Combat ouvrier (CO), formation liée à l'organisation métropolitaine Lutte ouvrière, et la liste unitaire impulsée par le Groupe révolution socialiste (GRS), section antillaise de la IVe Internationale. Dans le contexte d'un résultat général qui donne 44,06 % des suffrages à la gauche réformiste (principalement le Parti progressiste martiniquais d'Aimé*

*Césaire et le Parti communiste Martiniquais) et 45,01 % à la droite, soit un nombre équivalent de sièges au conseil régional, le MIM obtient 5 465 voix soit 4,86 % des suffrages, CO en remporte 2 428 soit 2,16 % et le GRS 1 106 voix soit 0,98 %.*

*Ainsi ces trois courants de l'extrême gauche indépendantiste totalisent 8,01 % des suffrages exprimés soit 9 000 voix sans pour autant obtenir le moindre siège, compte tenu de la barre antidémocratique des 5 % imposée pour l'application du scrutin à la proportionnelle.*

*Révolution socialiste, organe du GRS, analyse ce résultat dans son numéro du 22 mars 1986 dans un article dont nous reproduisons ci-après de très larges extraits.*

Le MIM, Combat ouvrier et le GRS totalisent 9 000 voix soit 8 % des suffrages, mais c'est le GRS qui a le moins bénéficié de cet accroissement des voix. La signification de ce résultat est à rechercher dans le style des campagnes et les motivations de vote.

Pour le MIM, beaucoup d'anticolonialistes ont tenu compte du fait que le MIM avec sa municipalité avait une chance de franchir la barre des 5 %, et malgré les critiques qu'ils sont amenés à faire au MIM, quant à son sectarisme hautain à l'égard des autres courants et particulièrement du courant trotskyste, lui ont accordé leur vote (le MIM détient une mairie dirigée par Alfred Marie-Jeanne, ndlr.). On peut donc dans une certaine mesure, parler de la pression du vote utile à l'intérieur du camp indépendantiste. On a voté pour celui dont on pensait qu'il pouvait avoir la possibilité de franchir la barre des 5 %. En outre, il est indéniable que le MIM a capté une partie de l'électorat de la gauche classique déçu par la politique menée par leurs dirigeants.

Nous aussi nous nous sommes adressés à cet électorat, mais avec un langage moins sommaire.

En effet Combat ouvrier et le MIM ont caressé dans le sens du poil, cette frange importante de la population laborieuse qui vote à gauche.

Pour le MIM, les résultats de la politique d'abandon de la revendication nationale par la gauche, c'est la vieille droite assimilationniste qui reçoit le renfort de la nouvelle droite (c'est-à-dire la gauche classique), elle aussi assimilationniste.

Pour Combat ouvrier, les résultats de la politique de collaboration de classes de la gauche, c'est la Droite et la Gauche « minm bêt, minm poil » (blanc bonnet, bonnet blanc, ndlr.) (...)

Le GRS avait fait un pari difficile. D'abord il critiquait la gauche à la fois sur sa politique de collaboration de classes (ce que faisait Combat ouvrier) et sur son abandon de la revendication nationale (ce que refusait de faire Combat ouvrier, mais que le MIM faisait avec toute sa phraséologie nationale de patriote et d'antitrotskyste). Ensuite, le GRS tenait aussi non seulement à dénoncer mais à proposer non pas le futur socialiste, le

grand rêve, mais des solutions de transition pour tout de suite.

Notre tort est certainement d'avoir mis trop de thèmes dans notre campagne. Pour éviter le simplisme et le sommaire, nous n'avons peut-être pas su mieux cibler notre auditoire. Nous avons à apprendre que le mieux est parfois l'ennemi du bien. De toutes façons, aucune amertume à avoir, les 1 106 voix qui se sont portées sur notre liste montre que notre campagne très politique, a eu un écho à ne pas négliger.

Il s'agit aujourd'hui de s'appuyer sur ces 9 000 voix d'extrême gauche (...) Notre organisation n'est pas moins bien placée que d'autres pour intervenir dans cette frange de nos compatriotes. ■

## PAYS-BAS

### Les sociaux-démocrates marquent des points aux élections municipales

Les élections municipales qui ont eu lieu aux Pays-Bas le 19 mars ont vu un renforcement des positions du Parti du travail (PvdA, social-démocrate). Dans les grandes villes, et notamment celles des régions traditionnellement catholiques du sud du pays, les sociaux-démocrates ont amélioré leurs scores, avec des gains allant jusqu'à 12 % des suffrages par rapport aux dernières municipales de 1982. Le PvdA a remporté 32 % des suffrages au niveau national, ce qui représente un gain de plusieurs points de pourcentage et correspond à ses meilleurs scores antérieurs. Les grands perdants ont été le Parti libéral (VVD), qui est tombé de 23 % à 19 %, et aussi, dans le Sud, les chrétiens-démocrates (CD), leurs partenaires dans la coalition au pouvoir, qui restent pourtant stables avec un pourcentage national de 31 % des voix. Mais le PvdA a aussi gagné sur sa gauche. Malgré le fait que dans beaucoup d'endroits les petits partis réformistes de gauche, comme le Parti communiste des Pays-Bas (CPN), le Parti pacifiste socialiste (PSP) et le Parti politique des radicaux (PPR) ont présenté des listes communes, ils ont perdu du terrain au profit du PvdA.

Le lent déclin du PSP et du PPR explique en partie ce recul, mais c'est le CPN qui enregistre le gros des pertes, notamment dans une série de villes qui étaient auparavant des bastions de ce parti. Selon toute probabilité, ces résultats vont servir à réouvrir la crise du CPN, lequel avait espéré retrouver une stabilité après une scission pro-Moscou qui avait conduit à la création de l'Union des communistes des pays-Bas (VCN) (voir l'article de Jan Willem Stutje dans *Inprecor* numéro 187 du 7 janvier 1985). Pour sa part, le VCN n'a pas progressé, ne remportant qu'un seul siège dans une petite ville de province où la section du CPN l'avait suivi au moment de la scission. Le Parti pour le socialisme et le désarmement (PSO), né d'une scission du PSP, et qui se prétendait plus radical que ce dernier, n'a

pas réussi à obtenir des élus ni même à faire des scores significatifs. Le seul parti à la gauche de la social-démocratie à avoir marqué des points a été le Parti socialiste (SP) d'origine maoïste, qui a obtenu 17 élus et a augmenté ses scores un peu partout. Le Parti socialiste des travailleurs (SAP), section néerlandaise de la IVE Internationale, a participé dans certains endroits à des listes communes, présentant en plus ses propres listes à Amsterdam et à Deventer. A Rotterdam, les candidats du SAP présents sur la liste Links Rotterdam (Gauche de Rotterdam) ont obtenu plus de voix préférentielles qu'aucun des autres candidats sans pourtant être élus. La liste du SAP a obtenu 428 voix (0,14 %) à Amsterdam et 167 voix (0,45 %) à Deventer.

Ces élections municipales ont été dominées par la préparation des élections législatives qui doivent avoir lieu le 21 mai prochain. Dans ce cadre, les résultats ont plus ou moins correspondu aux prévisions des sondages. Pourtant, les gains des sociaux-démocrates et les pertes correspondantes de la coalition de droite au pouvoir ont été moins importants que prévu. La coalition gouvernementale a annoncé son intention de maintenir son programme d'austérité, ses attaques contre le système de sécurité sociale et son appui au déploiement des missiles Cruise. Le PvdA est le seul grand parti qui s'est clairement opposé au moins à ces deux derniers points du programme de la droite. A l'automne 1985, il recueillait presque 40 % des intentions de vote dans les sondages mais, par la suite, ce chiffre est tombé à environ 32 %, c'est-à-dire le score qu'il a fait aux municipales.

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les gains du PvdA ont été moins importants que l'avait indiqué sa position dans les sondages il y a six mois. Par peur de se trouver dans la position de former un gouvernement de la gauche seule et d'être dépendant des voix des députés de petits partis de gauche, le PvdA a modéré sa politique. Son objectif déclaré est d'affaiblir suffisamment la coalition au pouvoir pour que les chrétiens-démocrates soient obligés de constituer une coalition avec lui.

Mais, paradoxalement, cette option n'a conduit qu'à affaiblir sa force d'attraction, permettant ainsi aux chrétiens-démocrates de conserver le soutien des hésitants et d'avoir une réelle possibilité de garder la majorité au Parlement aux élections du 21 mai, alliés aux libéraux, qui vont de toute façon perdre du terrain. Pourtant, les jeux ne sont pas encore faits. Si, dans les mois qui viennent, le mouvement de la paix se mobilise sur la question des missiles et si les syndicats font campagne pour la réduction des heures de travail, le vote PvdA pourrait paraître comme le meilleur moyen d'exprimer les revendications portées par ces mobilisations dans le cadre des législatives. Si, par contre, le PvdA persiste avec son orientation pro-coalition, il risque d'y avoir un taux élevé d'abstentions parmi l'électorat ouvrier, ce

qui limitera les gains des sociaux-démocrates.

L'élément nouveau dans ces élections a été la participation des immigrés. Auparavant ne possédaient le droit de vote que ceux des immigrés originaires des colonies hollandaises des Antilles et de l'ancienne colonie du Surinam qui possédaient la citoyenneté néerlandaise. Une autre partie d'immigrés de ces colonies, sans droit de vote, se trouvait dans la même situation que les immigrés marocains, turcs, yougoslaves, etc. Cette fois-ci, les étrangers ayant vécu légalement dans le pays pendant au moins cinq ans ont obtenu le droit de vote. Ce n'est pas encore le cas pour les élections législatives, bien que le PvdA y soit favorable.

A ces élections municipales, environ 350 000 immigrés avaient donc le droit de vote, ce qui représente à peu près la moitié des 4,5 % de la population d'origine étrangère. D'après les estimations, 47 % des immigrés turcs, dont le nombre était de 155 000 en 1984, ont participé au scrutin, ce qui représente un taux de participation aussi élevé que celui de la population hollandaise dans les grandes villes. En ce qui concerne les travailleurs marocains, 106 000 en 1984, ils ont subi de fortes pressions pour ne pas voter. En effet, le roi Hassan II a appelé ses sujets à ne pas participer aux élections, accompagnant cet appel par une campagne d'intimidation menée par les amicales de Marocains, associations « culturelles » liées au régime de Rabat, avec, pour résultat, une participation de 17 %. Ce taux s'est élevé à 37 % pour les travailleurs du Surinam et des Antilles.

Les suffrages des immigrés se sont massivement portés sur le PvdA. A Rotterdam, 85,6 % d'entre eux ont voté pour ce parti, tandis qu'à Utrecht, ce chiffre a été de 87 %, sans aucune variation significative selon les nationalités. Le soutien déjà prévu des électeurs du Surinam et des Antilles pour le PvdA a été confirmé par ces élections municipales, où 92 % d'entre eux ont voté pour les sociaux-démocrates. ■

## AFRIQUE DU SUD

### Déclaration commune du COSATU, de l'ANC et du SACTU

*Le texte que nous reproduisons ci-dessous est le communiqué publié à l'issue des entretiens qui ont eu lieu les 5 et 6 mars dernier à Lusaka en Zambie entre le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), le Congrès sud-africain des syndicats (SACTU) et le Congrès national africain (ANC). Ce communiqué est daté du 7 mars 1986.*

Des délégations de l'exécutif du COSATU, du comité exécutif national du SACTU et du comité exécutif national de l'ANC se sont rencontrées à Lusaka les 5 et 6 mars 1986.

Les délégations respectives étaient dirigées par le camarade Jay Naidoo, secrétaire général du COSATU, par le camarade John Nkadimeng, secrétaire général du SACTU, et par le camarade Oliver Tambo, président de l'ANC. Au cours des discussions, le COSATU et le SACTU tinrent une réunion séparée pour discuter de problèmes communs propres aux syndicalistes.

La rencontre (de Lusaka, ndr.) est l'aboutissement d'une préoccupation commune à toutes les parties concernées par la crise fondamentale et profonde — dans les domaines économique, social et politique — dans laquelle le régime Botha et le système d'apartheid d'oppression nationale et d'exploitation de classe ont plongé notre pays. Il y a eu une appréciation commune suivant laquelle le régime de Pretoria et la classe dirigeante sud-africaine sont incapables de trouver une quelconque solution significative à cette crise générale. Selon cette appréciation, l'ultime solution ne peut que provenir du mouvement de libération nationale, dirigé par l'ANC, et de l'ensemble des forces démocratiques de notre pays, dont le COSATU est une partie importante et intégrale.

De ce point de vue, il a été reconnu que le problème fondamental auquel est confronté notre pays — la question du pouvoir politique — ne peut être résolu sans la pleine participation de l'ANC, qui est vu par la majorité du peuple d'Afrique du Sud comme une direction d'ensemble et un véritable représentant.

La réunion a reconnu que l'apparition dans notre pays du COSATU comme fédération syndicale géante, démocratique et progressiste, est un événement historique dans le processus d'unification de notre classe ouvrière et renforcera de manière incalculable le mouvement démocratique dans son ensemble.

Après des discussions prolongées sur les situations intérieure et internationale actuelles, discussions caractérisées par un esprit chaleureux et de camaraderie, les trois délégations se sont accordées sur un nombre important de sujets. Elles ont été d'accord sur le fait que la solution aux problèmes auxquels est confronté notre pays repose sur l'établissement d'un système majoritaire (une personne : une voix ; « majority rule », ndr.) dans une Afrique du Sud unifiée, démocratique et non raciale et que, de plus, dans les conditions spécifiques de notre pays, il est inconcevable qu'un tel système puisse être séparé d'une émancipation économique. Notre peuple s'est fait voler ses terres, a été privé de sa part de richesses du pays, son savoir-faire a été nié, et la pauvreté et la faim ont constitué sa seule expérience. Le redressement de ces siècles d'anciennes injustices économiques constitue le centre de nos aspirations nationales.

C'est pourquoi les trois délégations n'ont pas seulement été unies dans leur opposition à tout le système d'apartheid, mais aussi dans leur compréhension commune que la victoire doit permettre plus que la démocratie politique formelle.

La délégation du COSATU a expliqué que la tâche principale à laquelle la fédération était confrontée était de consolider ses effectifs et ses adhésions, d'effectuer une rapide conversion des syndicats généraux membres du COSATU en syndicats industriels, de faire avancer les fusions afin de réaliser le principe d'un syndicat par branche d'industrie, et d'unifier ainsi l'ensemble de la force de travail de notre pays sous le drapeau du COSATU, à la fois comme représentant des travailleurs dans la lutte démocratique générale, comme organisation indépendante et comme composante essentielle des forces démocratiques de notre pays. De ce point de vue, l'avancée des intérêts des travailleurs et des luttes démocratiques de notre peuple nécessite que le COSATU, en travaillant ensemble avec les autres organisations de masse démocratiques, cherche à construire des alliances disciplinées, afin d'assurer que la mobilisation de notre peuple dans des actions unitaires de masse approfondisse également la base organisationnelle de toutes les organisations démocratiques du peuple.

La délégation de l'ANC a aussi fait un rapport, à la réunion, sur sa politique, son programme, sa stratégie et ses orientations tactiques. L'ANC a souligné la nécessité de la plus grande mobilisation possible de tout le peuple de notre pays rassemblé dans l'action politique unie contre le régime de l'apartheid, à égalité et en combinaison avec la lutte politique de masse. L'ANC a également souligné l'importance de la lutte armée pour défendre le peuple contre les forces armées de l'ennemi et pour donner au peuple la possibilité de saisir le pouvoir des mains d'un régime blanc minoritaire qui le conserve grâce à l'utilisation de la force.

Les trois délégations sont tombées d'accord pour constater l'importance centrale de développer avec une intensité toujours plus grande la campagne pour la libération de tous les prisonniers politiques, y compris de Nelson Mandela. Elles ont été d'accord pour que les trois organisations fassent tout leur possible dans la poursuite de cet objectif.

Avec l'approfondissement de la crise de notre pays se renforcent également la résistance, la colère et la volonté de se battre de notre peuple. Au cours de ce processus, de nombreuses questions ont surgi et continueront d'apparaître comme des aspects centraux autour desquels il faudra mener des campagnes. En ce moment même, le mouvement démocratique tout entier est confronté à la tâche de trouver la base correcte pour une campagne visant à détruire le système d'éducation bantoue (écoles de la ségrégation) et pour établir à sa place un système d'éducation unique, démocratique, non racial, gratuit et obligatoire pour tous les enfants de notre pays.

De la même façon, il est devenu impératif que les travailleurs de notre pays, alliés à toutes les forces démocratiques, œuvrent ensemble pour détruire les lois sur le « pass » (passeport intérieur), symbole d'esclavage, et tout le système de contrôle de l'immigration, ainsi que pour

empêcher que le régime de Botha ne réintroduise ce système haï sous quelque forme que ce soit.

Dans le cadre de ces campagnes et d'autres auxquelles est confronté notre peuple, il est du devoir des forces démocratiques de travailler ensemble et de communiquer les unes avec les autres, afin d'établir le maximum d'unité d'action de tout notre peuple.

Les délégations ont d'ailleurs été d'accord pour constater que c'est le régime de Botha qui constitue l'obstacle à une solution négociée. Elles sont arrivées à la conclusion qu'aucune négociation ne sera possible tant que les dirigeants du peuple seront en prison et tant que le régime de Pretoria refusera d'accepter que notre pays soit gouverné par tout son peuple, les Noirs aussi bien que les Blancs, comme égaux, comme des frères et des sœurs. Dans ce contexte, le mouvement de libération nationale dirigé par l'ANC a expliqué que n'ont eu lieu ni des négociations ni des « pourparlers sur des pourparlers », ajoutant que l'ANC s'est engagé pour que des négociations éventuelles — si elles ont effectivement lieu — doivent être publiques et y associer tout le mouvement démocratique.

Au cours des discussions entre le COSATU et le SACTU, les deux organisations sont tombées d'accord pour constater que l'unité la plus large entre les syndicats de notre pays est de la plus grande importance dans la lutte de notre peuple contre le régime de l'apartheid et les patrons. Toutes les deux ont été d'accord sur le fait qu'il n'y avait absolument aucune contradiction résultant de leur existence séparée.

La réunion entre les trois organisations a été caractérisée par un optimisme très fort. Malgré toutes les manœuvres de la part du régime de Botha et de ses alliés, malgré la répression qui se renforce, la victoire sur le système de domination de la minorité blanche raciste n'est pas éloignée.

La réunion a réaffirmé l'engagement des trois organisations de se battre pour une société libérée des chaînes de la pauvreté, du racisme et de l'exploitation, ce qui nécessitera la restructuration de l'économie actuelle. ■

**ABONNEZ-VOUS,  
RÉABONNEZ-VOUS  
A « INPRECOR » !**

librairie diffusion

**LA BRECHE**

9, rue de Tunis,  
75011 PARIS. Tél : 4367 63 57

# Des dizaines de milliers de femmes manifestent pour le droit à l'avortement

**L**E 9 mars, 100 000 personnes, dans leur grande majorité des femmes, ont manifesté à Washington pour défendre le droit à l'avortement. Une semaine plus tard une manifestation à Los Angeles sur le même thème a rassemblé 30 000 personnes. Il s'agit des mobilisations en défense des droits des femmes les plus importantes depuis la grande campagne des

années 1970 pour faire adopter par le Congrès l'amendement à la constitution sur les droits égaux (ERA), ce qui a finalement échoué et dont la dernière grande manifestation date de 1978. Aujourd'hui, l'on assiste à une nouvelle vague de mobilisation du mouvement des femmes sur la question de l'avortement.

Claude DEVILLIERS

Le droit à l'avortement existe aux Etats-Unis depuis un jugement de la Cour suprême en 1973. Mais depuis cette date, les opposants à cet acquis fondamental des femmes n'ont pas désarmé. D'abord, en 1977, le Congrès américain a voté la suppression des subventions jusque-là accordées aux Etats pour aider les femmes pauvres désirant avorter. Depuis, une série d'Etats ont supprimé ces allocations. Ensuite, sont actuellement en cours d'examen dans une douzaine d'Etats des projets de loi qui visent à contraindre les mineures à obtenir une autorisation parentale préalable à tout avortement. On assiste aussi à une offensive idéologique importante contre l'avortement, animée notamment par la hiérarchie de l'Eglise catholique et les mouvements d'extrême droite. Cette offensive s'est renforcée depuis l'arrivée au pouvoir de Reagan, qui est opposé au droit des femmes à l'avortement.

## UNE CAMPAGNE D'INTIMIDATION

Enfin, c'est dans un sens très littéral que l'opposition à l'avortement n'a pas désarmé. Ces dernières années, il y a eu au moins 37 attentats à la bombe contre des cliniques effectuant des interruptions de grossesse. Certaines de ces cliniques ont été obligées de fermer leurs portes après avoir été attaquées deux ou trois fois, car les assurances refusaient de les couvrir. Gageons que lorsque Reagan dénonce le terrorisme, il ne pense pas à celui-là.

Depuis quelques années des organisations féministes ont créé un service de protection des femmes qui se rendent aux cliniques, et qui se trouvent systématiquement confrontées à des piquets organisés par des opposants à l'avortement. Ces établissements sont la cible des « défenseurs de la vie » chaque 22 janvier, date anniversaire du jugement de la Cour suprême en 1973. Cette année, l'Organisation nationale des femmes (NOW) principale organisation féministe aux Etats-Unis, a dressé des piquets de défense devant les cliniques pendant 24 heures. Ce jour-là également, tous les ans, les

« défenseurs de la vie » manifestent à Washington. Mais comme l'ont relevé les médias, cette année la manifestation du 9 mars fut deux fois plus importante que celle du 22 janvier.

Après plusieurs années où le mouvement des femmes avait beaucoup moins fait parler de lui que dans les années 1970, cette manifestation vient réaffirmer la force de la lutte des femmes contre leur oppression, ainsi que le changement durable d'attitude depuis 20 ans. La participation massive de jeunes femmes montre qu'il existe aujourd'hui toute une génération d'entre elles qui considèrent l'avortement comme un droit acquis et qui sont prêtes à se mobiliser pour le défendre.

## UNE MOBILISATION LARGE

En effet, la marche fut très largement composée de jeunes. Il y avait des cortèges venus de plus de 400 campus universitaires. Près de 470 organisations l'avaient soutenue — des groupes de femmes, des organisations syndicales, des organisations noires et celles d'autres communautés ethniques opprimées, des groupes chrétiens, etc. En plus de la Coalition des syndicalistes noirs et de la Coalition des femmes syndicalistes, étaient présentes des sections des syndicats de l'automobile, des travailleurs municipaux, des mineurs et des travailleurs de la conserverie. A noter également la participation importante d'un cortège de la Coalition religieuse pour le droit à l'avortement, qui regroupe

32 organisations chrétiennes dont un bon nombre de groupes catholiques.

Parmi celles qui ont pris la parole à la fin de la marche, il y avait Eleanor Smeal, présidente de la NOW, Gaye Williams du Congrès national politique des femmes noires, ainsi que deux religieuses, Barbara Ferraro et Patricia Hussey, qui font partie des « 24 du Vatican », un groupe de religieuses menacées d'exclusion de leurs ordres pour avoir signé dans le *New York Times* un encart publicitaire en défense de l'avortement. Depuis, 1 000 catholiques ont signé une deuxième publicité pour protester contre ces menaces. Eleanor Smeal, qui est catholique, est également menacée d'excommunication. La hiérarchie catholique s'inquiète du nombre de ses fidèles qui n'acceptent pas ses positions réactionnaires contre les droits des femmes.

## OUI A LA CONTRACEPTION, NON AUX CONTRAS

Un autre aspect remarquable de la marche fut sa dimension internationale. Dans les discours à la tribune et dans les cortèges, il y avait de nombreuses références aux luttes des femmes en Afrique du Sud, aux Philippines et au Nicaragua. La conviction que l'offensive de la droite contre les droits des femmes aux Etats-Unis participe de la même idéologie qui justifie l'intervention impérialiste en Amérique centrale était largement répandue parmi les manifestants. Un des mots d'ordre les plus repris par la marche était d'ailleurs « Des fonds pour la contraception, pas pour les contras ».

La signification de ces manifestations ne saurait être sous-estimée. Elles sont la preuve que les conquêtes des femmes depuis les années 1960 ne seront pas facilement remises en question et qu'en 1986, il y a encore des dizaines de milliers de femmes et d'hommes qui sont prêts à descendre dans la rue pour le dire haut et fort. ■



Claude DEVILLIERS,  
1er avril 1986.